

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2932 - MARDI 6 JUIN 2017

DÉPARTEMENT DU POOL

A quand le retour au calme ?

La volonté de voir ce département situé aux portes de Brazzaville, la capitale politique du Congo, recouvrer sa quiétude est partagée, mais les options pour y parvenir divergent.

Plus d'une année après l'incursion armée des ninjas dans les quartiers sud de Brazzaville, le 4 avril 2016, la question du retour de la paix dans le département du Pool, où les assaillants ont trouvé refuge, est la plus posée par les Congolais lorsqu'ils évoquent les conséquences de cette situation sur leur quotidien. C'est ainsi qu'au volet de la question, à quand la fin de la crise, se greffe celui de comment y arriver ?

Page 5



Des véhicules de transport incendiés par les ninjas

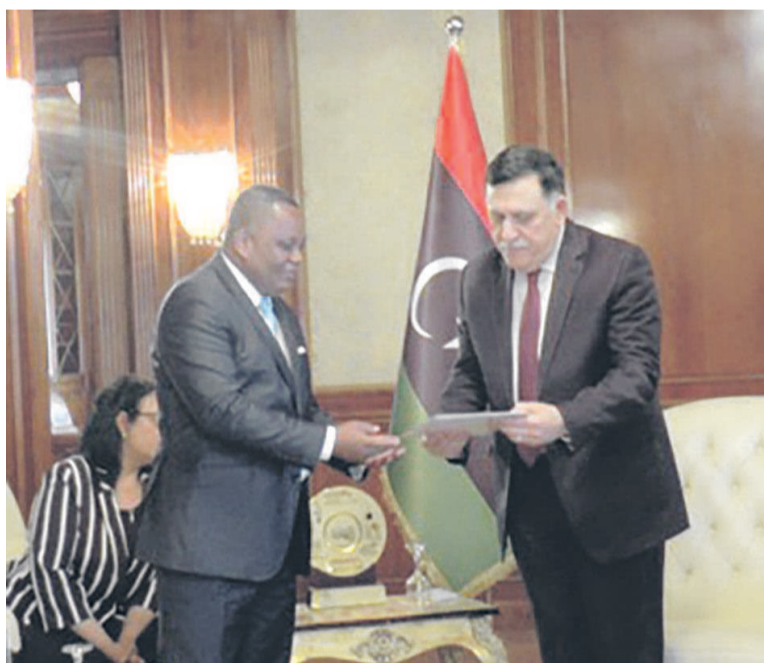
CRISE LIBYENNE

Vers la tenue d'un dialogue à l'initiative de l'Union africaine

Sous la conduite de Jean-Claude Gakosso, les ministres des Affaires étrangères des pays membres du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) pour la Libye viennent d'achever une mission d'information et de sensibilisation en vue d'une sortie de crise dans ce pays.

Après des rencontres, tour à tour, avec des responsables libyens à Tobrouk, à Benghazi et à Tripoli, il s'est dégagé une volonté pour les principaux acteurs d'aller à un dialogue tel que souhaité par l'UA et l'ONU, sur la base des orientations de la feuille de route définie par le président Denis Sassou N'Guesso.

Page 7



Jean Claude Gakosso transmettant un message au président Fayed El Sarraj (DR)

BACCALAURÉAT TECHNIQUE 2017

21.153 candidats sur les starting-blocks

Le Baccalauréat technique dont les épreuves écrites débutent ce mardi sur l'ensemble du territoire national affiche cette année une hausse des candidats, soit 21 153 contre 18.937 l'an dernier.

A la veille du lancement des épreuves, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Antoine Nicephore Fylla Saint Eudes, a appelé les surveillants et les élèves à l'observation des textes réglementaires qui

régissent les examens d'Etat au Congo. « ... Je vous exhorte à garder votre sérénité pendant le traitement de vos sujets. Lisez et relisez vos sujets pour une bonne compréhension et faites d'abord un travail préliminaire au brouillon sans précipitation avant de le mettre au propre. Comptez sur vos propres efforts », a-t-il lancé à l'endroit des candidats.

Page 6

ELIMINATOIRES CAN 2019

Sébastien Migné mise sur la nouveauté et la jeunesse contre la RDC

Le sélectionneur des Diables rouges, Sébastien Migné, a retenu 23 joueurs dont trois locaux pour le match du 10 juin, à Kinshasa, contre les Léopards, au titre de la 1^{re} journée des éliminatoires de la CAN 2019. Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, il explique sur ses choix : « Il fallait trouver un compromis. Je ne pense pas qu'on puisse partir à Kinshasa avec seulement des jeunes ou des nouveaux. Même s'ils évoluent en Ligue 1, Tobias et Dylan restent de jeunes joueurs, avec peu de matchs de Ligue 1 et aucune référence au niveau international. C'est nécessaire de les associer à des joueurs d'expérience... », a déclaré le sélectionneur national.

Page 11



CLIMAT

Le Congo regrette le retrait des USA de l'accord de Paris

Le gouvernement congolais a exprimé, dans une déclaration publiée le 2 juin, son regret face à la décision du président américain, Donald Trump, de retirer son pays de l'accord de Paris sur le climat, mais se dit confiant quant à la pérennité des décisions prises lors de la COP 21 à Paris.

Page 8

ÉDITORIAL

Trumperie

Page 2

ÉDITORIAL

Trumperie

Le moins que l'on puisse dire, dans le moment très particulier que nous vivons aujourd'hui, est que les Etats-Unis d'Amérique, première puissance mondiale, ne projettent pas d'eux une image très positive. Dirigés par un homme qui a su bâtir une fortune colossale, mais qui n'a manifestement pas pris la mesure des responsabilités qui sont désormais les siennes ils semblent renier l'une après l'autre les valeurs qui leur ont permis de s'imposer au plus haut niveau de la gouvernance mondiale et cela risque de leur coûter cher, très cher, à brève échéance.

Il suffit pour s'en convaincre de considérer la vague de réprobation qu'a provoquée sur tous les continents l'annonce faite par Donald Trump du retrait prochain de l'accord de Paris sur le climat. Loin, en effet, d'y répondre par des discours plus ou moins hypocrites comme c'est souvent le cas dans le champ diplomatique, la décision négative prise par la Maison Blanche a suscité aussitôt des initiatives multiples afin d'en empêcher la concrétisation. Non seulement les plus fidèles alliés de l'Amérique que sont la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ont fait savoir qu'elles appliqueraient les décisions prises lors de la COP 21, mais encore ses adversaires les plus résolus que sont la Chine et la Russie ont aussitôt agi de même.

Il est probable, pour ne pas dire certain, que le successeur de Barack Obama va devoir effectuer très vite un rétropédalage à la mesure de l'erreur qu'il a commise. Outre le fait qu'au sein même de la puissante machine que constitue l'Etat fédéral le rejet de la position prise par Donald Trump est quasi-total la rapidité avec laquelle ont réagi les autorités des Etats fédérés et des grandes villes américaines vide par avance de son contenu le refus de respecter l'accord de Paris annoncé la semaine dernière par la Maison Blanche. Et comme il faudra près de quatre années pour concrétiser ce départ l'on peut tenir dès à présent pour certain que ce retrait ne se fera pas contrairement au discours que tient son présent locataire.

Si l'on ajoute à ce qui précède qu'une procédure d'impeachment pourrait bien accélérer le départ anticipé de Donald Trump l'on en arrive à la conclusion que la lutte contre le dérèglement climatique se poursuivra sans désespérer et que les Etats-Unis, contrairement aux apparences, en seront toujours l'un des moteurs.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

Justin Koumba invite les candidats à faire preuve de tempérance

À l'occasion de l'ouverture de la 15^e session ordinaire de l'Assemblée nationale le 2 juin à Brazzaville, le président de cette institution, Justin Koumba a invité les candidats aux prochaines élections à faire preuve de tempérance et de tolérance tout au long des consultations électorales dont le premier tour est prévu le 16 juillet prochain.

« Qu'il me soit permis d'exhorter tous les candidats et les partis politiques à faire preuve de tempérance et de tolérance tout le long des consultations électorales qui pointent à l'horizon et dont chaque pas aiguise et accroît notre culture démocratique, pour que vive la paix définitive et le développement de notre pays », a déclaré le président de l'Assemblée nationale.

Dans le même ordre d'idées, le président de la chambre basse du Par-

lement a rappelé que : « postuler à l'un ou l'autre des mandats électifs, c'est choisir d'être un messager de l'unité, du travail et du progrès pour la nation. Comment pourrait-il en être autrement puisque l'élu est appelé à veiller au bien-être des populations et à lutter contre toutes les causes qui tentent à créer les conditions de leur souffrance ? », a renchéri Justin Koumba.

Par ailleurs, le président de l'Assemblée nationale a salué la construction du siège du Parlement dont la première pierre a été posée le 22 mai dernier à Brazzaville. « En érigeant progressivement les différents piliers physiques du fonctionnement de la démocratie congolaise, le président de la République nous convie à élever nos mentalités à la hauteur des défis nationaux et internationaux que nous impose la démocratie qui appelle l'appropriation de l'altérité, des libertés

individuelles et collectives sur l'ensemble du territoire national », a-t-il indiqué.

Toutefois, a-t-il ajouté, ce mouvement ainsi imprimé doit rester dynamique et constant. Pour ce faire, a-t-il poursuivi, il commande des changements profonds de nos mentalités, car la démocratie, c'est avant tout un état d'esprit.

Rappelons que cette 15^e session a inscrit à l'ordre du jour six affaires, à savoir entre autres : la proposition de loi portant réglementation des conditions de travail des domestiques et employés de maison ; le projet de loi organique relative aux lois de finances ; projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre le gouvernement congolais et le gouvernement français relatif aux services aériens ; le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de police criminelle entre les Etats de l'Afrique centrale.

Roger Ngombé

CENTRAFRIQUE

Le général Abdoulaye Miskine intègre le processus de paix et de réconciliation

Le ministre-conseiller à la présidence, chargé du DDR, Jean Wilybiro Sako et le président du Front démocratique du peuple centrafricain (Fdpc), le général Abdoulaye Miskine ont signé le 1er juin à Brazzaville, l'avenant de l'accord de Bangui relatif au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des ex-combattants (DDR).

L'acte a été posé en présence du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation représentant du chef de l'Etat congolais, Raymond Zéphirin Mboulou. A en croire l'ex-ministre d'Etat centrafricain, les treize autres mouvements armés avaient déjà paraphé l'accord de Bangui, sauf le Fdpc dont le leader avait sollicité un petit temps d'observation.

« Notre pays entretient des rapports de fraternité et de solidarité avec le Congo. Nous bénéficions du

soutien et de l'accompagnement des frères congolais dans la recherche de la paix et de la stabilité en Centrafrique, à travers notamment le président Denis Sassou N'Guesso, désigné par ses pairs, médiateur dans la crise centrafricaine. C'est dans ce cadre de la recherche de la paix et de la stabilité dans notre pays que le président Faustin Archange Touadera nous a dépêchés à Brazzaville pour rencontrer notre compatriote Abdoulaye Miskine qui y vit depuis quelques années, en vue de la signature de l'avenant relatif à l'accord de Bangui », a-t-il déclaré.

Invité par un journaliste à présenter à l'opinion internationale la situation réelle de la Centrafrique, le ministre-conseiller Jean Wilybiro Sako a indiqué que depuis le Forum qui s'est tenu à Brazzaville, le dialogue de Bangui et les élections politiques populaires qui ont amené le président Faustin Archange

Touadera au pouvoir, la République centrafricaine a installé toutes ses institutions constitutionnelles en dépit du fait qu'il existe encore à l'intérieur du pays quelques poches de résistance.

« Aujourd'hui, le gouvernement a entamé le processus de restructuration de l'armée, avec le DDR en vue de faire asseoir la paix et la sécurité pour que la Centrafrique retrouve sa place dans le concert des nations et amorce son développement tous azimuts. Nous pensons qu'avec la signature de cet avenant et le soutien de la communauté internationale, la Centrafrique amorce un grand tournant de son histoire récente. Le Fdpc est maintenant, au même titre que les autres mouvements armés, membre du Comité consultatif de suivi qui est l'organe de pilotage du DDR », a conclu Jean Wilybiro Sako.

R.Ng.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-
Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue

Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PARLEMENT

Les sénateurs exhortés à travailler sans désespérer

Ouvrant les travaux de la quarante cinquième session ordinaire, le 02 juin à Brazzaville, le président du Sénat, André Obami-Itou a appelé les sénateurs à travailler sans désespérer afin de réserver «un examen minutieux et responsable» à toutes les affaires qui leur sont soumises.

Le président du Sénat a rappelé que cette session se tient dans un contexte national dominé par les élections législatives et locales. « Notre souhait le plus ardent est de voir ces élections se dérouler dans la paix, la sécurité et la transparence, le tout pour le renforcement de notre jeune démocratie », a dit André Obami Itou.

Il est revenu sur la cérémonie d'inauguration le 15 mai dernier à Pointe-Noire du plus grand gisement pétrolier jamais réalisé au Congo. « Il s'agit vous le savez de Moho Nord qui produira à terme 1400 barils par jour », a rappelé le président du Sénat, félicitant le chef de l'Etat pour cette avancée économique.

La pose de la première pierre de la construction du siège du Parlement le 22 mai ainsi que la mise en service de la Centrale hydroélectrique de Liouesso le 29 mai, avec une production de 19 Mégawatts et qui constitue un atout important pour le développement économique du département de la Sangha ont été aussi épinglées par André Obami Itou.

Le président du Sénat est revenu sur le contexte international actuel marqué par la persistance des guerres qui éloignent de plus en plus les espérances de paix dans le monde. « Dans ces conditions, les efforts de la communauté internationale semblent vains. La situation humanitaire s'aggrave davantage dans les pays concernés par ces guerres », a-t-il signifié.

Il a enfin salué l'élection d'Emmanuel Macron en tant que président de la République française. « Nous lui adressons nos vives félicitations et lui souhaitons un excellent mandat », a conclu le président du Sénat.

Rappelons que cette quarante cinquième session aura à examiner sept affaires parmi lesquelles, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de police criminelle entre les Etats de l'Afrique Centrale, la proposition de loi modifiant la loi du 21 juin 1961 portant code de la nationalité congolaise et le projet de loi organique relative aux lois de finances.

Jean Jacques Koubemba

DÉVELOPPEMENT

Les pays africains face aux défis de l'urbanisation

Dotée d'une population d'un milliard d'habitants dont 472 millions en milieu urbain, l'Afrique possède un taux d'urbanisation de près de 40%, soit le plus élevé de la planète alors qu'elle représente le continent le moins urbanisé.

Cette situation due, entre autres, à l'étalement anarchique des agglomérations, pose des défis à relever en matière d'infrastructures (transport, eau, électricité, fibre optique, etc.), de protection de l'environnement et de gestion des catastrophes subséquentes.

«Les villes africaines croissent au jour le jour. Au nombre des raisons qui expliquent cet accroissement rapide figurent la faiblesse des politiques, la politisation des projets, la corruption et la mauvaise planification, le manque de leadership et de transparence», a indiqué la directrice exécutive de l'autorité chargée de la gestion de la ville de Kampala en Ouganda, Jennifer Musisi.

S'adressant lors d'une conférence organisée du 31 mai au 2 juin à Dar es-Salaam en Tanzanie sur les villes vertes en Afrique, elle a ajouté que «dans mon pays, nous avons élaboré une nouvelle loi et créé une autorité de gestion de la ville de Kampala. Nous avons aussi procédé au licenciement de près de 100% d'agents municipaux dans le but de parvenir à de bons résultats».

L'urbanisation mal contrôlée entraîne de nombreuses conséquences en Afrique telles les inondations, les difficultés de mobilité, la pollution de l'environnement avec l'absence de structures de traitement des déchets. Grâce au soutien des partenaires au développement, les gouvernements africains proposent tant soit peu des solutions à ces problèmes.

«En Afrique, l'urbanisation présente un impact négatif sur l'environnement. L'industrialisation ne suit pas la croissance rapide des cités. Les villes se peuplent davantage avec une insuffisance des infrastructures de base, le manque des services de traitement d'ordures ménagères, le développement des zones incontrôlées», a estimé Roland White, expert de la Banque mondiale.

Pour lui, cet état de chose est dû à une mauvaise utilisation des terres au sein et autour des villes, à la non-préservation des zones vertes, à la consommation irrationnelle des ressources na-



Une vue de Brazzaville (DR)

turelles se trouvant à proximité des villes (sable, pierre, etc.).

Dans un rapport intitulé «Ouvrir les villes africaines au monde», la Banque mondiale souligne la faiblesse des investissements consentis en matière de logement en Afrique.

«Entre 2001 et 2011, les pays africains à faible revenu ont investi 4,9% de leur PIB dans le logement contre 5,5% dans les autres pays à faible revenu. Les pays africains à revenu intermédiaire ont, quant à eux, investi 6,5% de leur PIB dans le logement contre 9% dans les pays à revenu intermédiaire», stipule ce rapport.

Les pays africains sont appelés à mettre en place des plans d'espaces verts, stopper l'extension des habitations anarchiques, assurer la gestion efficace des ressources naturelles, restaurer les biens naturels, contrôler les sources de pollution et investir dans l'industrie verte. «On ne pourra pas changer les choses en agissant comme à l'accoutumée», a averti Roland White.

S'expliquant sur l'expérience de la Côte d'Ivoire, le directeur de l'agence de l'urbanisme et de la prospective d'Abidjan, le Dr Attayi Koffi, a signifié que les pays africains devraient disposer d'une bonne politique d'habitat.

«Nous avons mis en place avec l'appui du gouvernement japonais le schéma directeur d'urbanisme du grand Abidjan, couplé au schéma directeur du transport avec un plan d'utilisation du sol et une planification. Il faut maîtriser la croissance spatiale, car plus la ville accroît plus se posent les problèmes d'infrastructures. Nous avons un espace bâti et une bande autour, la zone à urbaniser de 2014 à 2030. On a une limite derrière laquelle on ne peut pas approuver les lotissements ou d'autres plans de construction», a-t-il précisé.

La zone périurbaine d'Abidjan est réservée à la culture des produits vivriers, à l'élevage, à l'afforestation et à d'autres activités concourant à la préservation de l'équilibre écologique de la ville. En République du Congo, les deux plus grandes villes à savoir Brazzaville et Pointe-Noire concentrent 70% de la population. Les zones précaires représentent près de 60% de la superficie de ces agglomérations dont la restructuration nécessite un investissement de 1,3 milliard de dollars (plus de 600 milliards de francs CFA), selon les estimations du gouvernement congolais et de la Banque mondiale.

Christian Brice Elion

LE FAIT DU JOUR

Paroles préélectorales

Au Congo, comme partout ailleurs dans le monde, l'approche des élections donne lieu, souvent, à des prises de position qui sont autant de manifestations de l'intérêt que ces rendez-vous suscitent au sein de la classe politique et chez les potentiels électeurs. Après tout se jouent à ces occasions l'avenir de la Nation, le destin de ceux qui prennent part à ces scrutins. Très souvent aussi, les chancelleries y accordent toute leur attention. C'est en effet indéniable que ces moments leur permettent de se faire une idée sur l'évolution de la situation politique et sociale du pays qui les accueille.

Quelle idée les diplomates basés à Brazzaville, pour ne pas dire au Congo, se font-ils du climat en cours dans le pays depuis quelques années, notamment depuis les

deux dernières décennies ? En remontant à l'année 1997, durant laquelle les Congolais avaient entrepris de se déchirer pour le pouvoir, il est clair que la conclusion que les uns et les autres tirent est que le Congo a globalement su reprendre son souffle et évité de sombrer dans une longue guerre civile dont les ingrédients semblaient bien en place. Il n'y a pas de honte à saluer ce point positif car les exemples sont nombreux où les conflits sociopolitiques du genre de celui du 5 juin 1997 ont perduré.

Grâce à ce ressaisissement, le Congo a enregistré d'importantes avancées à mettre au compte de tous, d'autant que les différents protagonistes de 1997 avaient fini par doser leur vin pour opposer à la violence gratuite le change de la tranquillité et du dialogue. Depuis un an, cette tranquillité est en par-

tie rompue. Si les uns l'attribuent aux suites du référendum et de la présidentielle passés, les autres y voient une volonté étudiée de déstabiliser les institutions nationales, on peut observer l'échec collectif que porte la classe politique congolaise. Et comme si cela ne suffisait pas, ils y saupoudrent chaque jour plus de raideur, d'aigreur et de rancœur.

On les voit venir encore depuis qu'est enclenché le processus électoral en vue du renouvellement des mandats des députés et des élus locaux. Il y en a qui ont pris le parti de distiller la peur parmi leurs compatriotes, il y en a d'autres qui se disent prêts à en découdre même quand ils émargent au sein d'une même formation politique ou font chemin dans un même groupement. Comme il y a quelques années, les responsables politiques congolais associent au débat élec-

toral celui de la violence verbale qui préfigure parfois le pire.

Parce qu'ils se regardent toujours en chiens de faïence, parce qu'ils exposent la peine qu'ils ont à laisser éclore parmi leurs compatriotes la joie de se sentir honorés de leur classe politique. Quand réaliseront-ils, qu'au long du dernier quart de siècle, n'ayant pas changé leur manière de faire, ces hommes et ces femmes qui parlent avec ravissement au nom du peuple qu'ils disent défendre ont souvent cuisiné ensemble dans un élan d'indifférence à l'égard de ce même peuple qu'ils ont pour la plupart perdu un peu de leur crédibilité ? Sans doute comprennent-ils que le peuple aussi a compris les limites du don d'ubiquité qu'ils usent au détriment de leur propre « classe » vouée à une interminable traversée du désert.

Gankama N'Siah



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE CONTINENTALES (PD-PAC)
UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET



AVIS DE RECRUTEMENT N° 004/MAEP/PD-PAC-GDF/NAT/06/2017

« Recrutement d'un Responsable en Passation des Marchés »

1. La République du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) un Don de 500 000 de dollars US (Don n° 2000001133) pour l'exécution du Programme de renforcement des capacités du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, en vue de mettre en place le Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentales (PD-PAC). Une partie du montant dudit Don est prévue pour financer les services du consultant ci-après : Recrutement d'un (e) Spécialiste en Passation des Marchés.

2. Placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du projet, le Spécialiste en Passation des Marchés (SPM) fera partie intégrante du personnel contractuel de l'Unité de Coordination du PD-PAC. Le SPM est responsable de la gestion du processus d'acquisition des biens, travaux et services du Projet selon les termes de l'Accords de financement et de la Lettre à l'Emprunteur, et dans le respect des Directives du FIDA en matière de passation des marchés (dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les Directives du Gouvernement).

3. L'objectif global assigné au SPM est de faire en sorte que les marchés nécessaires à la réalisation des activités du Projet soient préparés et exécutés efficacement, dans les règles reconnues et appliquées par le Bailleur et par les différentes structures bénéficiaires. La durée de la mission est de 12 mois renouvelable après évaluation.

4. L'Unité de Coordination du Projet invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt, à fournir des informations pertinentes et des preuves indiquant leurs capacités techniques. Le dossier de candidature devra contenir les pièces suivantes :

- o Lettre de motivation ;
- o Curriculum Vitae détaillé ;
- o Copie d'une pièce d'identité ;
- o Copie de diplôme.

5. Le (a) candidat (e) à ce poste devra :

- o Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (Baccalauréat + 4) en

sciences de gestion ou diplôme équivalent ;

- o Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine des passations des marchés ;
- o Avoir une bonne connaissance des procédures de passations des marchés nationales et particulièrement celles des partenaires au développement ;
- o Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique et plus particulièrement des outils relatifs au suivi des passations des marchés ;
- o Un esprit analytique et une capacité de synthèse ;
- o Avoir le sens du contact et des relations.

6. Sur cette base, le SPM sera sélectionné conformément aux Directives « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). La méthode de sélection est : « Sélection à Titre Personnel (STP) ».

7. Le SPM travaillera en étroite collaboration avec les Spécialistes des Composantes, le Responsable de la Planification et du Suivi-Evaluation, le Responsable Administratif et Financier et autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet.

8. Les intéressés doivent obtenir des informations sur les termes de références de la mission, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8h 00 à 16h 00.

9. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le vendredi 30 juin 2017 à 12 H 30 avec la mention « AVIS DE RECRUTEMENT N° 004/MAEP/PD-PAC-GDF/NAT/06/2017 » relatif au recrutement d'un Spécialiste en Passation des Marchés.

Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentales (PD-PAC)

Maison Blanche, derrière l'Ambassade des Etats-Unis, Brazzaville,

Tél : 00242 06 435 1009 / 05 553 0611 ; Email : pdpac.cg@gmail.com

Le Coordonnateur

Eugène BAGAMBOULA



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°003/DURQuaP/2017 DU 06 JUIN 2017 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION D'UNE NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES) POUR LA CONSTRUCTION DES OUVRAGES ANTIEROSIFS DANS LE CADRE DE LA RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRECAIRES A BRAZZAVILLE



Le Gouvernement de la République du Congo cofinance avec la Banque Mondiale, le Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) pour un montant de cent vingt millions (120.000.000) de dollars US.

Ce projet qui s'inscrit dans la poursuite des activités menées dans le cadre du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU), a pour objectifs (i) d'améliorer l'accès aux infrastructures et services de base pour les populations vivant dans les quartiers précaires à Brazzaville et à Pointe-Noire et (ii) de renforcer les capacités du Gouvernement et des municipalités en matière de restructuration urbaine.

Le projet fera également le traitement d'une érosion dans la ville de Brazzaville, pour laquelle les études techniques sont déjà disponibles. A cet effet, la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) se propose d'utiliser une partie des fonds au titre de ce financement pour régler des services de Consultant pour la réalisation d'une notice d'impact environnemental et social (NIES), relative au traitement d'une érosion d'environ 10.000 m² dans la ville de Brazzaville.

1. La cellule d'Exécution du Projet invite les Consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.).

2. Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures spécifiques définies dans les Directives de la Banque Mondiale « Sélection et

Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA (Edition de janvier 2011, révisée en juillet 2014).

3. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

4. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 22 juin 2017 à 12 heures (heure locale) et porter expressément la mention :

« Projet DURQuaP : Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Consultant chargé de la réalisation d'une notice d'impact environnemental et social des études environnementales relative au traitement d'une érosion dans le cadre du projet DURQuaP »

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral,
Sise au n°2 de la Route de la Base militaire, Croisement du Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO – 5ème étage de l'Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya). BP : 1127 – Brazzaville – République du Congo.
Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32 ; Fax : (+ 242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO.

Email : ceprbaddggt@yahoo.com ; batoung123@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

**Le Coordonnateur Technique,
Oscar OTOKA.**

PAIX ET SÉCURITÉ

À quand le retour au calme dans le Pool ?

La volonté de voir ce département situé aux portes de Brazzaville, la capitale politique du Congo, recouvrer sa quiétude est partagée, mais les options pour y parvenir divergent.

Plus d'une année après l'incursion armée des ninjas dans les quartiers sud de Brazzaville, le 4 avril 2016, la question du retour de la paix dans le département du Pool, où les assaillants ont trouvé refuge, est la plus posée par les Congolais lorsqu'ils évoquent les conséquences de cette situation sur leur quotidien. C'est ainsi qu'au volet de la question, à quand la fin de la crise, se greffe celui de comment y arriver ?

Ces deux attitudes traduisent à la fois l'espoir de voir la tranquillité être rétablie dans cette partie du pays dans les meilleurs délais, et la perplexité quant à la démarche qui conviendrait le mieux pour parvenir à cette fin : faut-il poursuivre la traque des bandits recherchés qui continuent de défier les institutions publiques, ou au contraire explorer d'autres voies ?

Dialogue

Au sein de la classe politique congolaise, des voix s'élèvent pour réclamer un dialogue «inclusif» duquel, fait-on savoir, sortiraient les solutions idoines à la situation du Pool. Les adeptes de cette démarche croient trouver un lien de cause à effet entre cette situation et le processus électoral qui a abouti à l'organisation du référendum sur la nouvelle Constitution, adoptée le 25 octobre 2015, et la présidentielle du 20 mars 2016. En apparence, la demande de dialogue qu'ils formulent vise plus largement la remise en question des changements obtenus depuis lors, ce qui comporte à l'évidence une part d'irréalisme qui

est loin de faire l'unanimité au sein de la société congolaise. En revanche, quand les ninjas-nsiloulous prennent leur chef pour Dieu en personne, ainsi que les passagers agressés par eux, le 26 mai, près de Mayama, l'ont rapporté dernièrement, la revendication du dialogue quitte le champ politique pour celui du messianisme qui a rarement trouvé des solutions dans une approche rationnelle.

Savoir perdre une bataille électorale

Il est vrai que les deux rendez-vous électoraux rappelés plus haut avaient été émaillés de violences et de contestations, mais en la circonstance, les parties qui s'estimaient lésées, en particulier par les résultats du scrutin présidentiel qu'ils contestaient avaient, pour celles qui le désiraient, saisi le juge du contentieux électoral, la Cour constitutionnelle, qui avait tranché en son temps. De cette façon, et au vu de la loi, la crise post-électorale qui est une affaire strictement politique devait être considérée comme terminée.

Une intrusion inattendue

Dès lors, exprimer son mécontentement par l'emploi des armes de guerre, l'incendie ou le saccage d'édifices publics ne pourrait être politiquement justifié. Le fait même que le concerné, Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntoumi, soit celui par qui cette violence arrive, alors qu'il n'était pas candidat à l'élection présidentielle est inexplicable. Parce qu'un tel choix fait de lui un bouc-émissaire, une sorte de justicier de permanence à portée de main de tous ceux qui trouvent dans ce type de procédé le meilleur moyen de se repositionner sur l'échiquier politique national quand ils sont

en difficulté. En agissant ainsi, les responsables politiques font courir à la démocratie le risque d'être piégée pour de bon, car mettre en avant le coup de feu et tenter ensuite de l'échanger contre un semblant de dialogue dans le dessein de passer par perte et profit toutes les souffrances endurées par des innocents et les plus vulnérables de



Des véhicules de transport incendiés par les ninjas

ses concitoyens est regrettable. Ceci dit, fermer les portes du dialogue n'a jamais été une solution. Il faudrait cependant que les acteurs qui le réclament ne soient pas des hommes et des femmes qui ne comprennent que le langage de la violence, ou qui s'estiment inattaquables du point de vue du droit.

La manière forte?

C'est ici que remonte en surface la question du comment mettre fin à la crise du Pool. Cette crise a en effet jeté les populations hors de leurs villages, lesquelles n'ayant jamais rien demandé d'autre à qui que ce soit que de vivre en paix, sont des otages d'une situation qu'elles n'ont pas créée. Sur treize districts que compte le Pool, il y en a entre quatre et six, selon les sources,

qui sont affectés par ce conflit. L'effet de surprise du 4 avril 2016 sur Brazzaville passé, les ninjas-nsiloulous ne semblent pas baisser les bras. Ils procèdent désormais par des embuscades contre les militaires, mais aussi contre les civils. Les images de leur incursion, le 26 mai, les témoignages de viols et d'exactions infligées aux femmes et à

Cette option du long terme, de la méticulosité et de la responsabilité ne semble pas épouser le tout-empressé à en finir que l'on note dans les conversations à Brazzaville, surtout lorsque les militaires sont l'objet d'attaques meurtrières des ninjas, surtout aussi lorsque les soutiens de ces derniers sur les réseaux sociaux les présentent

d'autres passagers, le crime de sang froid contre les militaires sont la preuve qu'ils demeurent actifs. Somme toute, ils veulent créer la psychose, semer la peur, tuer du soldat pour ajouter à la propagande de leur détermination à continuer de tenir tête aux institutions publiques. Ayant réussi à paralyser le chemin de fer Congo-Océan par la destruction de ses infrastructures, ils sont loin de réaliser combien ils participent à la crise humanitaire dans le Pool et à l'appauvrissement des populations qui vivaient naguère du trafic sur cette voie ferrée.

Faire preuve de responsabilité

Déployée dans le Pool depuis le temps que dure la crise, l'armée se garde de tout triomphalisme. « Nous sommes en terrain difficile en raison de la présence des populations civiles que nous devons prioritairement protéger, et notre engagement consiste avant tout à assurer leur sécurité le mieux que nous pouvons, même si l'objectif final reste la capture de Ntoumi et de ses complices, conformément au mandat d'arrêt émis par le procureur de la République qui les vise », confiait le week-end, une source militaire sous couvert d'anonymat. « Nous ne céderons pas au piège qui nous est tendu de la violence absolue imposée par les miliciens de Ntoumi, mais en appelons à la prise de conscience de la population congolaise. Aux actes terroristes, nous devons opposer la culture de défense qui consiste pour tout citoyen à coopérer pleinement avec la force publique pour lui permettre d'accomplir sa mission d'intérêt général », ajoutait-elle.

comme des hommes invisibles, donc invulnérables.

L'invincibilité en question

Le sont-ils réellement ? Il est difficile de le croire au regard d'un certain nombre d'informations et d'images disponibles. Dans sa parution du 31 mai 2017, notre confrère Le Troubadour publie en effet avec nom et « grade », si on peut s'exprimer ainsi, des photos de chefs d'écuries ninjas-nsiloulous tués dans les combats. Toujours un morceau de tissu violet noué autour du bras ou de la taille, toujours certainement aussi cette illusion d'invulnérabilité qui les condamne. Tous ces jeunes ont pourtant leur place dans la République, la même qui les a vus naître et grandir, qui n'a pas décrété leur bannissement et voudrait les voir construire avec leurs compatriotes des autres coins du Congo une nation unie et prospère.

Regagner la Nation

Ces jeunes comprennent-ils que ceux qui les ont embarqués dans cette aventure de vingt ans, et qui les maintiennent dans l'enfermement du crime gratuit les trompent et les tuent à petit feu ? Tel est le sens du cri du cœur lancé à ses « Frères et sœurs du Pool » par un certain Francis Malanda qui implore le retour au mbongui. Nous le publions tel qu'il est parvenu à notre rédaction, le 2 juin, dans le souci d'en préserver l'originalité. De grâce nous ne connaissons pas physiquement cet homme mais dans le contexte actuel ce « Message d'un fils du Pool » a quelque chose de naturel, de sincère et de poignant qui mérite d'être relayé.

MESSAGE D'UN FILS DU POOL

Mes frères et sœurs du POOL, levons nous comme une seule personne pour dire non à la barbarie qui sévit notre département.

Pourquoi doit on toujours parler mal du POOL et non d'autres départements du Congo, le Pasteur NTUMI est le mal de notre département ne peut-il pas suivre l'exemple du Prophète des nations WILLIAM NGUEDI de l'église du CÈDRE qui prône la paix au Congo.

Nos parents souffrent dans notre propre département et sont des déplacés à cause d'une personne en la personne de NTUMI, il est temps que les enfants du département du POOL se réveillent pour cesser les violences dans notre région qui veut vivre en paix comme les départements du KOUILOU, des PLATEAUX, LA SANGHA et d'autres.

Votre idéologie qui consiste à faire croire aux jeunes qu'ils sont invisibles devant la force publique en les attachant des tissus au bras ou sur la tête est du pure mensonge car ils meurent chaque jour.

Qu'avez-vous fait pour les jeunes du POOL quand vous étiez Conseiller Ministre du Président Denis SASSOU NGUESSO alors que le Ministre Parfait KOLELAS à donner des emplois à certains jeunes du POOL.

Je demande à mes frères jeunes du POOL à se ressaisir et de refuser de prendre les armes tuer des innocents, incendier les véhicules sur la RN 2 qui est un bien commun du peuple Congolais, suivons l'exemple de TATA WALEMBO qui veut la paix au Congo et dans notre département au lieu de suivre ceux qui sont en Europe qui ne connaissent pas la réalité du pays et vivent paisiblement pendant ce temps vous souffrir dans des forêts comme des animaux. Donc il est temps que le POOL retrouve la paix.

La bible dit dans Exode 20 : 13 Tu ne tueras point.

Exode 21 : 12 Celui qui frappe un homme mortellement sera puni de mort.

Voyez ces images comment nos frères périssent sur le terrain soi-disant qu'ils sont invisibles ou se transforment en fourmi devant les militaires. (Nous avons choisi de ne pas diffuser ces images NDLR)

TATA NTUMI laissé le POOL rejoignez votre oncle maternel Ne Muanda Nsemi en RDC.

Fils du POOL Francis MALANDA

Les Dépêches de Brazzaville

BACCALAURÉAT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

21.153 candidats affrontent l'examen ce mardi

21 153 candidats affrontent ce mardi 6 juin sur l'étendue du territoire nationale, les épreuves écrites du baccalauréat technique et professionnel contre 18 937 l'an dernier.

Pour la circonstance, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, a adressé le 3 juin à Brazzaville, un message aux candidats, aux enseignants et aux parents d'élèves.

Aux candidats, le ministre leur a demandé d'observer les textes réglementaires qui régissent les examens d'Etat

au Congo. Car, a-t-il renchéri, depuis quelques années le nombre de fraudeurs au baccalauréat ne fait qu'augmenter. A titre d'exemple, a-t-il ajouté, 49 candidats ont été pris en flagrant délit de fraude en 2015 et 118 en 2016.

« Ne soyez pas dans le cas de ceux-là, parce qu'ils sont suspendus de toute participation au baccalauréat pendant trois ans. Mettez loin de vous tous les objets interdits dans les salles d'examen comme, les téléphones portables, les tablettes et autres machines programmables. Le gouvernement a prévu l'utilisation des détecteurs de téléphone

même éteint. Je vous exhorte à garder votre sérénité pendant le traitement de vos sujets. Lisez et relisez vos sujets pour une bonne compréhension et faites d'abord un travail préliminaire au brouillon sans précipitation avant de le mettre au propre. Comptez sur vos propres efforts », a indiqué le ministre.

Aux enseignants, le ministre a rappelé qu'ils ont dispensé leurs cours et fait les travaux dirigés durant toute l'année scolaire ; l'heure d'évaluer et de constater si les élèves ont réellement assimilé leurs enseignements est arrivée, a-t-il relevé. « Ne soyez donc pas complaisants dans

la surveillance et dans les autres opérations qui vont se suivre telles que la correction. A ce sujet, votre conscience professionnelle est vivement interpellée. », a-t-il insisté.

A l'endroit des parents d'élèves, Antoine Thomas Nicéphore Fylla a précisé qu'il partage le sens patriotique et l'engagement des propos contenus dans la déclaration de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo du 29 mai 2017, qui prend toutes ses responsabilités parentales de premiers éducateurs de leurs enfants.

Roger Ngombé

BAC GÉNÉRAL 2017

Les organisateurs saluent le climat de discipline et de rigueur observé

Les épreuves écrites du baccalauréat général se sont déroulées du 31 mai au 3 juin sur toute l'étendue du territoire national sans incidents majeurs. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, qui a sillonné cinq départements de la partie sud du pays, s'est dit confiant que cette ambiance, ce climat de discipline et de rigueur qui a régné un peu partout dans le pays.

autres, des peines allant de 2 à 10 ans pour tout contrevenant.

Quelques cas isolés maîtrisés ?

Lors de sa ronde dans la partie sud, le ministre Anatole Collinet Makosso a parfois été alerté pour quelques cas de tentative de fraude observés dans certains centres. C'est le cas à Gamboma, dans le département des Plateaux, où un officier de la force publique a tenté d'influencer les membres du jury pour faire entrer des sujets traités à l'extérieur. Pour se rendre compte de cette situation, le directeur du cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou Maba, a été dépêché à Gamboma et Ollombo.

A Dolisie, chef-lieu du département du Niari, le directeur départemental de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a été violemment interpellé par la force publique avant d'être aussitôt relâché pour un supposé cas de fuite des épreuves de philosophie. Vérification faite, il s'agit d'une supputation des candidats qui n'avait rien à avoir avec des sujets composés.

Des candidats pris la main dans le sac dans la Bouenza

Dans le département de la Bouenza, des élèves ont été surpris avec des « bébés lilis ». De même, un cyber café a été fermé à Nkayi après perquisition des éléments de la gendarmerie nationale à cause de son activisme dans la multiplication des faux sujets. En dépit de ces cas isolés, le préfet du département de la Bouenza, Jules Monkala Tchoumou, s'est félicité de la bonne organisation du bac qui s'est déroulé sans incident majeur grâce à la vigilance des surveillants. « Cette année, le gouvernement a organisé toute une croisade pour aller en guerre contre les fraudes. Le résultat est très satisfaisant parce qu'au dernier jour, il y a eu quelques élèves qui ont voulu déjouer la vigilance des surveillants mais ils ont été pris la main dans le sac », a-t-il souligné.

Sans faire le point de toute la situation, Anatole Collinet Makosso a lui aussi exprimé sa satisfaction quant à la façon dont les épreuves du baccalauréat se sont déroulées. « Nous notons également que le relai du message du gouvernement a été assuré par les autorités locales dans la lutte contre la fraude aux examens, nous sentons que les choses, de mieux en mieux, se mettent en place dans l'esprit de nos élèves qui finissent par comprendre que rien ne sert de recourir aux artifices frauduleux », a-t-il conclu, rappelant que les épreuves ont été à la dimension des candidats moyens.

Parfait Wilfried Douniama

FORMATION PROFESSIONNELLE

Une trentaine d'apprenants reçoivent leurs diplômes de sortie



Photo de famille ; crédit photo Adiac

C'est le coordonnateur du Centre d'application aux métiers de l'informatique (Cami), Arsène Vembé Moukouma, qui a remis les diplômes aux apprenants arrivés au terme de leur formation. La cérémonie s'est déroulée en présence du représentant du ministère de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, le samedi 03 juin 2017

Situé dans l'enceinte de l'imprimerie nationale à Bacongo dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, le Cami a abrité non seulement la cérémonie de remise d'attestation de fin de formation, mais également le lancement du projet Vacances informatiques 2017. En effet, la rapide évolution des technologies de l'information et de la communication a engendré au cours de ces dernières années une progression notable des applications disponibles dans la vie courante et professionnelle. Toute personne est aujourd'hui concernée par l'usage, désormais vulgarisé, des outils informatiques. C'est dans ce contexte que le Cami engage un effort particulier pour favoriser la maîtrise de ces nouveaux outils de production, de transformation et de diffusion de l'information par l'ensemble de la société. Dès lors, il contribue naturellement à ce projet technologique d'une société de l'information pour tous qui nécessite un effort éducatif ambitieux.

« Notre rôle est de dispenser à chaque futur citoyen la formation qui, à terme, le rendra à même de faire des technologies de l'information et de la communication un moyen raisonné de percevoir les possibilités et les limites des traitements informatisés, de faire preuve d'esprit critique face aux résultats de ces traitements, et d'identifier les contraintes juridiques et sociales dans lesquelles s'inscrivent ces moyens », a déclaré le coordonnateur du Cami, Arsène Vembé Moukouma. La trentaine des majorants a été formée, en infographie, ce qui est un grand pas dans le secteur de la communication et du marketing,

et en langue anglaise, devenue aujourd'hui, une langue d'affaires et de diplomatie. Ceux qui ont suivi la formation en anglais, n'ont fait que la preuve d'ajout linguistique dans leur cursus.

S'adressant aux impétrants, le coordonnateur du Cami a révélé le programme qui s'ouvre dans quelques semaines. « Votre promotion nous tourne vers l'ouverture d'un nouveau programme au centre, le B21, qui commencera, le 03 juillet 2017. »

Le brevet informatique et internet comporte deux niveaux de maîtrise des technologies de l'information et de la communication. Le niveau 1, a pour objet de vérifier l'acquisition de compétences que les élèves peuvent maîtriser à l'issue de l'école primaire. Il concerne donc principalement la scolarité élémentaire. Toutefois, le collège a également pour mission de délivrer le brevet informatique et internet de niveau 1, aux élèves qui ne le détiennent pas encore, notamment durant la période transitoire.

Le niveau 2, par contre permet de vérifier l'acquisition des compétences que les élèves doivent maîtriser à l'issue de leur scolarité au collège. Les compétences correspondant à chacun de ces niveaux feront l'objet de réajustement ultérieurs prenant en compte l'évolution des technologies, des pratiques et des contenus d'enseignement.

Congratulant cette promotion, Arsène Vembé Moukouma a déclaré : « Je voudrais simplement vous dire que votre promotion est la meilleure de toutes les promotions, suite à plusieurs apprenants qui ont majoré, chose qui n'arrive pas souvent. De nos jours nous sommes à 251 attestés en bureautique niveau 1, 14 attestés en bureautique niveau 2 et 14 attestés en anglais, 11 attestés en infographie sur 776 inscrits au niveau de notre centre... Ce sont des avancées significatives certes, que le pourcentage est moindre, mais le travail se fait... »

Bruno Okokana



Les ministres Makosso et Doukaga lançant les épreuves dans un centre du bac ; crédit photo Adiac

Pour se rendre compte de la bonne organisation des épreuves écrites du baccalauréat session de mai 2017, le ministre Anatole Collinet Makosso a effectué une mission de terrain dans les départements de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari, de la Lekoumou et la Bouenza. Dans les trois derniers départements, il a été accompagné de la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, qui a apprécié la bonne organisation du bac. Selon elle, la rigueur que le président de la République prône n'était pas celle chantée à tout bout de champ. Il s'agit, a-t-elle précisé, de la rigueur avec soi-même et face au travail à accomplir.

« La fuite des sujets dévalorise nos diplômes d'Etat et je salue les efforts que le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation est en train de fournir dans ce sens ; je voudrais juste demander aux élèves d'être rigoureux avec eux-mêmes, même dans l'avenir, qu'ils comprennent que le seul miracle c'est le travail, ce n'est pas pour rien qu'on leur donne neuf mois de préparation », a-t-elle dit, ajoutant que le risque a été réduit à zéro.

Selon des témoignages venus un peu de partout, la rigueur a été observée dans la plupart des centres d'examen. Du nord au sud, de l'Est à l'Ouest, les candidats ont été coincés par des mesures prises par des autorités, surtout le nouvel arrêté cosigné par le ministre en charge de l'Enseignement général, Anatole Collinet Makosso, et celui de la Justice Pierre Mabilia. En dehors des sanctions administratives et disciplinaires connues de tous, l'arrêté 3 949 modifiant et complétant celui du 8 novembre 1988 fixant les modalités de répression de la fraude aux examens et concours du secondaire, prévoit, entre

Les enfants d'Afrique en danger de mort presque partout

La Journée internationale des enfants, jeudi, n'a pas présenté un tableau réjouissant du sort des enfants dans le monde.

S'il fallait une confirmation du fait que le Niger est décidément le pays où il ne fait pas bon être enfant, les dramatiques informations de la journée de jeudi le confirmeraient à suffisance. Au moins 44 migrants en effet, parmi lesquels des bébés, ont été retrouvés morts en plein désert dans la région d'Agadez, alors qu'ils tentaient de se rendre en Libye voisine puis probablement en Europe. Le maire d'Agadez, Rhissa Feltou, n'excluait pas du tout jeudi que ce nombre de morts ne soit que provisoire. Car la Croix Rouge affirmait de son côté continuer de « récolter des informations précises sur le terrain ».

« Ces migrants subsahariens, dont des bébés et de femmes, sont morts de soif car leur véhicule est tombé en panne », a indiqué une source sécuritaire locale. On précise que la ville d'Agadez, entre Sahara et Sahel au nord du Niger, est devenue la plaque tournante des flux migratoires se dirigeant vers la Libye, puis vers l'Italie en traversant la Méditerranée. Mi-mai, quarante Ouest-africains, abandonnés par leur passeur sur leur route pour l'Europe via la Libye, avaient eu la chance d'être secourus par l'armée nigérienne en plein désert. Ces clandestins étaient des ressortissants partis de Gambie, du Nigeria, de Guinée, du Sénégal et du Niger même.

Le drame annoncé jeudi est survenu le jour même où l'organisation non gouvernementale Save The Children (Sauver les enfants) publiait un rapport impitoyable indiquant qu'un enfant sur quatre n'aura pas le droit de jouir de son enfance dans le monde. Jeudi se célébrait précisément la Journée internationale de l'enfant. Résultat de statistiques puisées dans 172 pays, les chiffres de l'ONG soulignent le sort peu enviable de quelque 700 millions d'enfants dans le monde aujourd'hui.

D'ailleurs, le titre du rapport est évocateur : « Enfance volée », pour signifier qu'à l'heure où les petits êtres devraient être occupés à jouer au cerceau ou à la marelle, des millions d'entre eux font face aux guerres des adultes, aux famines qui en sont une conséquence souvent, aux effets climatiques, à la soif et aux maladies facilement évitables. Dans le monde, les enfants souffrent directement des effets de l'action inconsciente des adultes ; ils passent brutalement à l'âge adulte même à très bas-âge. Victimes ou acteurs tout autant dans des conflits dont ils ne connaissent pas les enjeux cachés en tant qu'enfants-soldats.

Dans cette situation, le Niger est le pays où les enfants sont les plus exposés aux menaces directes des violences, des sécheresses, des famines ou des maladies. Suivent d'autres pays du continent tels l'Angola, le Mali, la République Centrafricaine ou la Somalie. Mais les pays non-cités ne sont pas des paradis : dans les deux Congo, la mendicité des enfants est devenue un phénomène se prolongeant vers la délinquance en bande, Koulouna ou Bébé noirs par exemple, quand les adultes ne développent pas des discours de rejet pointant de prétendus enfants sorciers.

Le monde est concerné à des degrés divers, sous des aspects différents. Save The Children affirme que chaque jour ce sont 16.000 enfants qui meurent avant l'âge de 5 ans. Dans la plupart des cas, ils décèdent de maladies telles que les maladies pulmonaires, les diarrhées, le paludisme. Mais 18% des cas concernent aussi des enfants qui naissent prématurés et qui ne survivent pas. Naturellement, il existe des îlots de bien-être. Notamment les pays du Nord de l'Europe : Luxembourg, Islande, Finlande, Norvège. Le rapport souligne qu'au Nigeria, les enfants nés de mères analphabètes ont trois fois plus de risques de mourir jeunes.

Lucien Mpama

CRISE LIBYENNE

Volonté partagée pour un dialogue inclusif

La note est positive pour la mission diplomatique dite « d'information et de sensibilisation » que vient de conduire, en Libye, le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso.

Une mission souhaitée par l'Union africaine et les Nations unies à partir d'une feuille de route soumise par Denis Sassou N'Gusso, président du Comité de haut niveau de l'UA pour la Libye.

La délégation conduite par Jean-Claude Gakosso comprenait les ministres des Affaires étrangères des pays membres de ce comité à savoir : la Guinée-Conakry, la Mauritanie, l'Afrique du Sud, le Niger, l'Algérie, la Tunisie et le Commissaire Paix et sécurité de l'organisation continentale, Smail Chergui.

Du 29 mai au 3 juin, à bord d'un avion onusien, ministres et diplomates se sont rendus à Tripoli, Tobrouk et Benghazi pour y rencontrer les différentes autorités politiques et militaires impliquées dans la crise qui ronge la Libye depuis 2011. Bien avant, ils étaient reçus, au palais de Carthage, par le président de la Tunisie, Beiji Caid El Sebsi. Puis au quartier général des Nations unies pour un briefing sur la situation sécuritaire en Libye avec un accent sur les forces en présence.

Première étape de la mission : Tripoli où le dispositif sécuritaire et médiatique est des plus impressionnants. La délégation est accueillie au pied de l'avion par le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed EL Taher Hamouda Siala. Le temps d'un rapide échange avant d'atteindre le palais présidentiel.

Jean-Claude Gakosso et ses homologues sont reçus par le président Favez El Sarraj pour un échange profond sur les voies et moyens de sortie de la crise. C'est à lui que le chef de la diplomatie congolaise a transmis le message du président Denis Sassou

vient sur l'accord qui avait été signé et sur ses faiblesses avant de garantir sa présence au dialogue que pourrait convoquer l'Union africaine.



Jean Claude Gakosso et sa suite chez le maréchal Haftar (DR)

N'Gusso. Les échanges durent deux heures avec, au centre, un exposé du président Sarraj sur la situation sur le terrain.

Toujours à Tripoli, la délégation échange également avec le président du haut conseil d'Etat libyen qui est l'équivalent du Sénat. Abderrahmane Sweli et ses hôtes passent en revue les possibilités de mettre fin à l'instabilité en Libye. De lui, la délégation obtient sa disponibilité à contribuer à tout effort conduisant au retour de la paix dans ce pays.

Autre ville, autres acteurs : Al Baida où siège le parlement de Tobrouk. Aguila Saleh, entouré des représentants de la chambre, est l'interlocuteur principal. Jean-Claude Gakosso plaide pour le pardon réciproque et le dialogue. Répondant à ses hôtes, cette haute personnalité libyenne re-

Le 3 juin, dans la fournaise de Benghazi, la mission de haut niveau est face au maréchal Aftah. « La volonté est affichée même si les préalables ne manquent », commente la ministre guinéenne. En se rendant en Libye, la délégation des ministres avait été reçue à Brazzaville par le président Denis Sassou N'Gusso. Président du comité de haut niveau de l'UA, il a la mission de militer pour un retour de la paix en Libye. C'est fort de cet objectif et de son expérience de médiateur qu'il a balisé la piste aux ministres mis en mission. Il lui revient, sur la base des informations qui lui sont fournies, de faire le compte rendu à ses pairs africains. Peut-être au sommet de l'Union africaine de juillet prochain à Addis Abeba.

La Rédaction

APPEL A CANDIDATURES N°03

Envoyer les candidatures à : adrpointnoire@hotmail.com – insérer dans l'objet l'intitulé du poste auquel vous postulez

01 chef de Service Administration du Personnel

Tâches et responsabilités principales :

Contribuer à mettre en œuvre les politiques des Ressources Humaines (RH) ;

Superviser l'administration et la gestion du personnel ;

Contribuer à proposer la politique de Gestion des Ressources Humaines ;

Préparer le budget de toutes les unités relevant du Service et en assurer le contrôle de l'exécution ;

Appliquer la réglementation en vigueur en matière d'organisation, de discipline, de planning, de congé ;

Traiter et assurer le suivi de toutes les questions liées à la formation du personnel ;

Assurer le suivi des contentieux sociaux ;

Assurer le suivi des relations avec les représentants des

travailleurs.

Qualifications & Expériences requises :

Avoir une formation supérieure de BAC +5, ou diplôme équivalent ;

Avoir une expérience minimum de 3 années dans le domaine administratif, gestion des Ressources Humaines ou équivalent.

Compétences requises :

Bonne connaissance des théories, principes, méthodes, pratiques et techniques de la gestion des Ressources Humaines ;

Connaissance des politiques, règles et procédures d'une

entreprise ;

Bonne maîtrise du pack office et plus particulièrement d'Excel et d'un système de base de données ;

Avoir un bon niveau en français et en anglais : parlé et écrit ;

Posséder les capacités d'analyse, de synthèse, de proposition, d'innovation, d'adaptation au changement, de décision,

d'organisation, de recherche, de motivation et de développement.

ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Les réactions fusent des quatre coins du monde après le retrait annoncé des Etats-Unis

Après avoir longtemps entretenu le suspense, Donald Trump a annoncé le 1er juin la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat. Les réactions étrangères après cette annonce isolant son pays de la scène internationale et semant la consternation parmi les Etats signataires de ce texte historique sont unanimement négatives.

« L'heure est venue de quitter l'accord de Paris (...) J'ai été élu pour représenter les habitants de Pittsburgh, pas de Paris », a lancé le même jour Donald Trump dans les Jardins de la Maison Blanche. Il a mis en avant la défense des emplois américains et dénoncé un accord « très injuste » pour son pays. Et sans attendre longtemps, plusieurs villes américaines ont organisé la résistance, promettant que l'Amérique continuerait d'avancer vers une économie verte. Barack Obama a amèrement regretté cette décision de son successeur. « J'estime que les Etats-Unis devraient se trouver à l'avant-garde, a-t-il déclaré. Mais même en l'absence de leadership américain ; même si cette administration se joint à une petite poignée de pays qui rejettent l'avenir ; je suis certain que nos Etats, villes et entreprises seront à la hauteur et en feront encore plus pour protéger notre planète pour les générations futures »

La réaction de l'Union européenne ne s'est pas également fait attendre. L'Allemagne, la France et l'Italie ont souligné, dans un communiqué commun, que cet accord ne pouvait en aucun cas être « renégociable ».

Le président français Emmanuel Macron a personnellement estimé que Donald

Trump a commis « une erreur » pour les intérêts de son pays et « une faute » pour l'avenir de la planète. Pour ce faire, il a appelé les scientifiques, ingénieurs et entrepreneurs américains à venir travailler en France sur « des solutions concrètes » pour le climat. Le chef de l'Etat français a, en outre, souligné la responsabilité commune de tous les pays : « Make our planet great again », a-t-il lancé en anglais, dans une paraphrase du slogan de Donald Trump (« Make America great again »).

Pour sa part, Laurent Fabius, qui avait présidé la COP21, a dénoncé « une faute honteuse et une erreur majeure ». « L'Accord de Paris durera. Le monde peut continuer à compter sur l'Europe », a insisté le commissaire européen à l'Action pour le climat, Miguel Arias Canete. Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a jugé « gravement erronée » la décision du président américain, et a assuré qu'il n'y aurait pas de « retour en arrière ».

Quant à la chancelière allemande Angela Merkel, elle a dit « regretter » la décision du président américain. Au niveau des Nations unies, le secrétaire général Antonio Guterres a dit qu'il faisait « confiance aux villes, aux Etats et aux entreprises aux Etats-Unis pour continuer - avec d'autres pays - (...) à

œuvrer en faveur d'une croissance économique durable et à faible émission de carbone qui créera emplois de qualité et marchés et assurera la prospérité au 21^e siècle ».

La Chine, premier pollueur mondial, a promis d'appliquer l'accord de Paris. « Les parties prenantes doivent célébrer ce résultat chèrement gagné », a déclaré devant la presse la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chunying, avant de souligner que la Chine prendrait « des mesures concrètes » en réponse au changement climatique. « Nous tiendrons sincèrement nos obligations », a-t-elle assuré. Presque partout en Amérique, en Europe, en Asie, en Afrique et en Australie, des voix se sont élevées pour dénoncer une décision « irresponsable » de Donald Trump. De même, de nombreuses figures du monde économique ont fait part de leur déception, et ont insisté sur l'urgence d'agir face au réchauffement. C'est le cas d'Elon Musk, le PDG du constructeur de voitures électriques Tesla et ardent défenseur des énergies renouvelables, qui a immédiatement annoncé qu'il quittait les différents cénacles de grands patrons conseillant l'actuel président américain. Lloyd Blankfein, le PDG de la banque d'affaires Goldman Sachs, a jugé que le retrait des Etats-Unis était un « revers » pour l'environnement et « pour le leadership des Etats-Unis dans le monde ».

Nestor N'Gampoula

Déclaration du Congo suite au retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris

Le gouvernement de la République du Congo a exprimé, dans une déclaration publiée le 2 juin à Brazzaville, son regret face au retrait annoncé des Etats-Unis d'Amérique de l'accord de Paris sur le climat, par son président, Donald Trump. En voici l'intégralité.

« Le gouvernement de la République du Congo prend acte de la décision du président des Etats-Unis d'Amérique de procéder au retrait de son pays de l'Accord de Paris sur le climat.

Alors que l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique à ce processus avait été perçue par tous comme porteuse de nombreux espoirs, l'officialisation de leur retrait faite par le président Donald Trump apparaît, compte tenu des enjeux, comme un risque de régression au regard des nombreuses avancées réalisées à ce jour dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique.

La République du Congo, signataire de l'Accord de Paris, principalement en sa qualité de membre de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale, mais également comme gestionnaire des forêts du Bassin du Congo, deuxième poumon écologique du monde, regrette cette décision. Celle-ci va en effet à l'encontre du consensus mondial obtenu de haute lutte sur ces questions primordiales pour le devenir de notre planète.

Le Congo réaffirme son engagement irréversible en faveur de la lutte contre les changements climatiques, et encourage tous les pays signataires de l'Accord de Paris à tenir ferme sur leurs engagements.

Enfin, le gouvernement du Congo reste confiant quant à la pérennité des décisions prises lors de la COP 21, et considère que la position exprimée par les autorités américaines ne signifie pas la fin de cet engagement universel qu'est l'Accord de Paris. »

La Rédaction

CONCOURS D'ENTREE 2017 AUX CLASSES RENFORCEES
DU LYCEE VICTOR AUGAGNEUR

APRES LE BEPC, FAIRE LE CHOIX DE L'EXCELLENCE

Pour la 8^{ème} année consécutive, Total E&P Congo en partenariat avec la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation et le Lycée Français Charlemagne, organise le concours des classes renforcées au Lycée Victor Augagneur.

Soixante (60) élèves de nationalités congolaises seront sélectionnés par voie de concours (niveau troisième) pour constituer deux classes de seconde.

Ce dispositif d'excellence offre un double cursus dans les filières scientifiques : série C pour le programme congolais et série S pour le programme français.

Total E&P Congo prend en charge les frais d'inscription aux examens, les manuels scolaires et met à la disposition des élèves un cadre d'apprentissage exceptionnel (laboratoires de sciences physiques et de sciences naturelles équipés, calculatrices scientifiques, bibliothèque, salle informatique... etc.)

Si tu as entre 13 et 16 ans, tu peux déposer ton dossier de candidature du 22 mai au 07 juillet 2017 aux adresses suivantes :

- Dans les locaux de Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire (en face de l'agence Eclair au centre ville) ;
- Au Secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire ;
- A la représentation de Total E&P Congo de Brazzaville (villa Paule, avenue Bayardelle, en mur mitoyen avec la Direction Technique de Airtel).

Ce dossier sera constitué de :

- Notes du BEPC blanc de l'année en cours organisé par la Direction Départementale ;
- Moyennes générales de l'année en cours ;
- Bulletins scolaires des classes de 4^{ème} et de 3^{ème} ;
- 1 Copie de l'acte de naissance ;
- 2 Photos d'identité ;
- 1 Certificat de nationalité ;

www.cg.total.com
f TotalCongo
Total E&P Congo
Avenue Raymond Poincaré
B.P. 761 - Pointe-Noire, République du Congo
Tél.: 00 (242) 94 60 00
Fax: 00 (242) 94 68 75

07 Août
08 2017
à la suite d'une présélection sur dossier.



BOURSES À LA DISPOSITION DES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS CONGOLAIS MÉRITANTS ET ISSUS DE FAMILLES DÉMUNIES OU DE MILIEUX DÉFAVORISÉS

SE FORMER AVEC
UNE PERSPECTIVE D'EMPLOI

RETRAIT ET DÉPÔT DES DOSSIERS

10 MAI
AU 18 JUIN
2017

DES BOURSES DE FORMATION
PROFESSIONNELLE, TECHNIQUE
ET DE SPÉCIALISATION

ÊTRE ÂGÉ DE
17 À 22 ANS AU PLUS
POUR LES BACHELIERS
DE L'ANNÉE 2017

ÊTRE ÂGÉ DE
19 À 25 ANS AU PLUS
POUR LES ÉTUDIANTS
DE NIVEAU BAC+3

AVOIR UNE
MOYENNE GÉNÉRALE
SUPÉRIEURE
OU ÉGALE À 12

N'ATTENDEZ PAS ! DÉPOSEZ VOS DOSSIERS MÊME AVANT L'OBTENTION DE VOTRE DIPLÔME



Pour le dépôt de vos dossiers et pour plus d'informations, nous contacter:
+242 06 510 81 03 / 22 281 20 20
info@perspectivesavenir.org - www.perspectivesavenir.org
35, Avenue des 3 Martyrs/Moungali - Brazzaville, Rép. du Congo

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

La directrice générale de l'Unesco invite les populations à se connecter à la nature

Prendre un peu de temps de sa vie bien remplie et visiter des sites de l'Unesco devrait améliorer cette tendance.

C'est ce que rappelle l'un des passages mentionnés sur le message qu'a publié la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, à l'occasion de cette journée qui sera célébrée le 5 juin prochain.

« Les réserves de biosphère de l'Unesco, les géo parcs mondiaux Unesco et les sites du patrimoine mondial - qui recouvrent souvent des surfaces stratégiques ou des ressources en eaux



Irina Bokova (DR)

souterraines essentielles - rassemblent plus de 2000 sites exceptionnels dans le monde. Tous emploient les populations locales et sont très largement ouverts au public, car nous savons désormais que c'est le plus sûr moyen de favoriser un développement plus inclusif et durable, respectueux des limites de la planète », a rappelé la directrice générale. C'est pourquoi convaincu que les géo parcs sont des livres d'histoire à ciel ouvert qui nous emmènent des millions d'années en arrière, Irina Bokova, invite les femmes et les hommes, où qu'ils soient, à se connecter à la nature qui les entoure, « car c'est elle qui confère beauté, sens et harmonie à nos vies », indiquant que pour un moment de contemplation, immergez-vous dans un jardin perse en Iran, où l'eau joue un rôle symbolique et ornemental étonnant. Dans le géo parc mondial de Tumbler Ridge, au Canada, nagez dans des lacs alpins à l'eau cristalline et dormez sous les étoiles. Ou partez en randonnée dans la réserve de biosphère de Mujib, en Jordanie, qui s'étend par endroits à 420 mètres au-dessous du niveau de la mer, grâce à sa proximité avec la mer Morte.

Selon la directrice générale, les réserves des biosphères sont des lieux où les communautés locales s'attaquent aux défis du développement en traçant de nouvelles voies sociales et économiques vers la durabilité. Géo parcs et réserves de biosphères combinent conservation d'une part, et éducation et approches novatrices du développement local durable comme l'écotourisme ou l'agriculture biologique, de l'autre.

A propos de la relation entre les populations et leur environnement naturel qui est devenu très étroite, « plus il est probable que ces populations mesurent l'importance de la nature et de sa biodiversité, du patrimoine et des ressources en eau, au service de leur propre bien-être et de l'avenir de la planète. En effet, cet esprit guide l'ensemble de l'action de l'Unesco, qui s'incarne dans un réseau mondial, unique en son genre, de sites désignés par l'Organisation, conçus pour rapprocher l'homme de la nature, en dessinant une nouvelle carte du monde - une carte d'unité et de paix, au-delà des frontières, entre les femmes et les hommes et leur environnement », a-t-elle poursuivi.

« C'est peut-être difficile à croire aujourd'hui, mais, il y a cinquante ans, on pensait que la meilleure façon de protéger la nature était d'en interdire l'accès aux populations humaines... A présent, nous savons que c'est inexact », a-t-elle conclu.

Guillaume Ondzé

VIENT DE PARAÎTRE

Michel Innocent Peya publie « la vision verte de Denis Sassou N'Guesso »

A l'heure où le monde est secoué et en alerte, la planète menacée, certains dirigeants des grands pays pollueurs du monde rejettent l'avenir en se retirant de l'accord de Paris sur le climat (COP21), le président congolais, Denis Sassou N'Guesso réaffirme une vision verte irréversible pour un monde meilleur.

La thématique est abordée par l'écrivain congolais, Michel Innocent Peya dans sa nouvelle publication intitulée : « La Vision Verte de Denis Sassou N'Guesso pour un monde en danger et aveugle, évangile du ménagement de l'environnement et du développement durable ». Un véritable instrument de marketing de la pensée écologique ou environnementale défendue par le président congolais.

Avec l'institution d'une journée nationale de l'arbre et du mot d'ordre une école un champ il y a plus de trente ans, alors que les problèmes de l'écologie ou du réchauffement climatique n'étaient pas encore à l'ordre du jour auprès des scientifiques et autres écologistes, Denis Sassou N'Guesso a été l'un des précurseurs dans la lutte contre le réchauffement climatique et notamment la déforestation qui touche de nombreux pays africains, notamment sahélo-sahéliens.

« La Vision Verte de Denis Sassou N'Guesso pour un monde en danger et aveugle, évangile du ménagement de l'environnement et du développement durable », ouvrage de plus de 260 pages, publié depuis fin Mai 2017 en Français, sera édité en cinq autres langues (Anglais, Russe, Chinois, Espagnol et Allemand). Il est subdivisé en trois parties, comportant chacune trois chapitres.

Dans la première partie, Michel Innocent Peya présente la vision de Denis Sassou N'Guesso, comme un évangile pour le management de l'environnement et du développement durable. A cet effet, de l'expérience personnelle du chef de l'Etat Congolais selon laquelle la nature est liée à l'homme et vice versa. Malheureusement, le président Sassou constate que l'homme cherche à tout moment à tirer profit de la nature sans songer à la protéger pour le bien de la génération future. Ce constat l'amène à s'engager dans la recherche des solutions aussi bien préventives que curatives pour la protection de l'environnement.

Michel Innocent Peya fait la promotion, dans cette partie de son ouvrage, des propositions de solutions, des engagements



politiques et actions légales du président Sassou, tel que lui-même les a présentés et défendus lors des différents sommets stratégiques internationaux.

Dans la seconde partie par contre, l'auteur analyse la géostratégie et la géopolitique du développement durable en Afrique : Entre renaissance et mondialisation écologique.

Tout au long de ce chapitre, Michel Innocent Peya démontre que le président Sassou, en sa qualité de leader écolo-visionnaire, constate qu'il existe un ordre mondial reparté en deux blocs : Les pays pollueurs détenteurs de la technologie de pointe et les pays pollués, conservateurs des espaces verts.

Dans cette division internationale du monde sur la gestion de l'avenir de la terre, le président Sassou constate que l'Afrique est confrontée au dilemme de la protection de l'environnement et de la mondialisation de l'économie.

C'est pourquoi, ses efforts consistant à plaider pour une industrialisation de l'économie verte en Afrique tout en exigeant que les industriels grands pollueurs de la planète versent les compensations équivalentes aux restrictions imposées aux pays du sud, ont retenu une attention soutenue de l'auteur.

Enfin, dans la troisième partie, Michel Innocent Peya révèle au monde les alertes et les sonnettes d'alarmes du président Sassou sur les conséquences désastreuses qui risquent de détruire notre planète ou désarticuler les rapports mondiaux en général et en Afrique en particulier si l'on n'y prend pas garde.

Il démontre par exemple que, selon l'alerte du chef de l'Etat Congolais, si les hommes ne rationalisent pas l'exploitation de la planète terre, les prochains conflits qui vont ravager les nations opposeront les peuples aux denrées primaires : l'eau, l'air, l'arbre et l'animal.

Dans le même ordre d'idées, le président Sassou avait prévu que la poursuite de la désertification, de la sécheresse,

va entraîner au monde et en Afrique en particulier, des mouvements massifs de type nouveau que les spécialistes qualifient de migration climatique. Celle-ci étant difficile à contenir, elle provoquera des guerres meurtrières qui risqueront de décimer l'espèce humaine plus que certaines endémies du siècle.

A travers plusieurs sommets internationaux stratégiques, Denis Sassou N'Guesso a toujours plaidé pour un management des écosystèmes responsables. Il est engagé dans un marketing écologique pour une croissance verte, résultant d'une gouvernance verte et inclusive qu'il souhaite ardemment à l'échelle mondiale et sous-régionale.

Denis Sassou N'Guesso, est selon Michel Innocent Peya, un des défenseurs de la transition écologique pour un monde où l'intégration du management de la protection de l'environnement dans le vécu politique et socio-économique quotidien de chaque peuple du monde, sauvera l'humanité tout entière.

L'équité, dans la distribution des charges et des bénéfices résultant de l'exploitation de la planète, constitue la bataille diplomatique pour laquelle Denis Sassou N'Guesso a consacré sa vie et Michel Innocent Peya en assure la promotion.

Le monde ne doit pas oublier que le chef de l'Etat congolais ne cesse d'alerter, à chaque rencontre nationale et internationale, sur les menaces, les dangers et les risques que court la terre si son exploitation n'est pas rationalisée et si le coût de sa protection n'est pas équitablement supporté.

Michel Innocent Peya est auteur de plusieurs ouvrages, notamment « L'efficacité de l'unité de commandement dans les organisations modernes au Congo », « La théorie de l'unité de sens », « Entre le bon sens et l'alternance absolue, l'Afrique à la croisée des chemins » et « La Démocratie à l'Africaine, Osambé ou Kinzonzi ».

La Rédaction



PROMO WEEK-END

150 000 FCFA
2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

200 000 FCFA
2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits-déjeuners



ELAIS
POINTE-NOIRE

ELAIS Pointe-Noire est un hôtel 4* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville). À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.

Boulevard Général de Gaulle
BP 790 Pointe Noire - République du Congo
Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84
info.pn@hotelelais.com
www.hotelelais.com




LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!
RECRUTEMENT

Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES
rejoignez notre équipe marketing

Brazzaville : 05.532.01.09
Pointe-Noire : 06.963.31.34

84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

NÉCROLOGIE



Les enfants Packoth et la famille Likibi informent parents, amis et connaissances du décès de leur père et beau fils, Alain Marie-Médard Packoth, administrateur des SAF à la DGAE et enseignant à l'ENAM, survenu le 22/05/2017 en France. La veillée mortuaire se tient, N° 88, rue Lénine à Poto-Poto 2. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

Les enfants Ansi-Obangala (Dydy Rivers et Beau-de); les enfants Mparaga (Jean Claude, Justine Flore et Joëlle), ainsi que les enfants Foulounefo-Peya Arnaud, Mpiga Blanche, Hermine et Opa Vivianne ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances, le décès de leur cousine, nièce et soeur Mazela Christelle Ulriche «Mo Christo) survenu le mardi 23 mai 2017 aux environs de 2h00 du matin au CHU de Brazzaville des suites d'une maladie. La date de l'inhumation est prévue pour le mercredi 7 juin 2017, selon le programme ci-après :

- 09h00 : levée du corps à la morgue municipale du CHU;
- 10h00 : recueillement au domicile familial sis au quartier Château d'eau (Grand lavage);
- 14h00 : départ pour le cimetière privé Bouka,
- 17h00 : fin de cérémonie;

N.B : Animation par l'Association dynamique vocal bantou (ADVB).



Gabaya Afoula « Le poète », journaliste présentateur des journaux en lingala à Radio Congo a la profonde douleur d'informer le président de la République et tous les Mwenés du Congo, les parents, amis et connaissance, du décès de son père, Mamadou Afoula Marcel, Mwené d'okoyo, survenu à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°37, rue Oyomi à Talangai, au marché Liputa na Tolo. Les obsèques ont lieu ce mardi 06 juin 2017 au cimetière privé Bouka.



IN MEMORIAM

Le temps et les années qui passent ne peuvent enlever ni souvenir, ni douleur de cet être si cher qui nous a quittés. 5 Juin-1997-5 Juin 2017, soit 20 ans après. Mais, pour nous, 20 ans c'est comme si c'était ce matin que notre père et bien aimé, Faustin Jérôme ONDZENZA «Zeus».

En ce triste et douloureux jour où nous commémorons sa tragique disparition, la veuve ONDZENZA née Charlotte INGOBA, sa fille aînée Josianne ODZENZA et tous les enfants ONDZENZA prient tous ceux qui l'ont connu et aimé, de ne cesser d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.


Pour recommander l'âme de Papa Faustin Jérôme ONDZENZA entre les mains de DIEU Tout-Puissant, des messes seront dites du 03 juin au 06 juin à 6h 15, en l'Eglise Saint-Esprit de MOUNGALI. Que la lumière, sans déclin, brille sur lui.



Apprend-on à naître ou à mourir? Tout comme la naissance, la mort est un fait de la nature auquel il n'est pas possible d'échapper, mais notre amour pour ceux qui nous ont quitté demeure.

02 juin 2001 - 02 juin 2017, voici 16 ans que le Seigneur, maître de tout a soustrait à notre affection notre mère, tante et grand-mère «Mouakoumba Julienne».

M. et Mme Okana, les enfants Okana et famille fon mémoire d'elle et prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle. Maman nous ne t'oublierons jamais. Union de prière pour son âme.



Le groupe des Universités d'Etat russes - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à

ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement: de 2500 à 3500 dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire
Consulat Honoraire de Russie
Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tél: +242 055005560

à Brazzaville
Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
Tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

INTERVIEW

Sébastien Migné : « Nous n'avons pas les armes pour placer un autobus devant notre surface de réparation et attendre que le match se termine »

Dimanche soir, après avoir récupérer ses joueurs, tous rentrés de leur journée libre avant l'heure du couvre-feu, le sélectionneur national fait le point sur ce stage de Lisses et sur sa liste de 23 joueurs pour le match face à la RDC, le 10 juin.

Les Dépêches de Brazzaville : Coach, vous avez donné votre liste des 23 pour la RDC aujourd'hui (dimanche) et vous voyagez demain matin (lundi). Tout va maintenant aller très vite jusqu'au match de samedi à Kinshasa. Quel est le programme ?

Sébastien Migné : Nous arrivons demain (lundi) en fin de journée à Brazzaville et nous nous installons à Kintélé. Et dès mardi, on se remet au boulot, en gérant bien le contenu des séances. On récupère les éléments qui n'étaient pas avec nous à Lisses, à savoir Ondama, Ndockyt, Bifouma, Nkounkou et les joueurs locaux, qui étaient en stage à Kintélé. Au complet, on va pouvoir peaufiner les derniers détails, comme les coups de pied arrêtés, et commencer à disposer notre onze de départ, tout du moins l'idée que j'en aurais mardi. Bref, se projeter tranquillement vers ce derby.

LDB : Cette liste de 23 est assez classique, avec seulement 3 nouveaux. Vous avez ouvert le groupe à la concurrence durant le stage, mais pour ce derby, vous privilégiez l'expérience ?

S.M : Pour ce genre de match, il faut en avoir. Mais je trouve que ce groupe est assez varié, avec un mélange d'expérience, de nouveauté et de jeunesse. Il fallait trouver un compromis. Je ne pense pas qu'on puisse partir à Kinshasa avec seulement des jeunes ou des nouveaux. Même s'ils évoluent en Ligue 1, Tobias et Dylan (ndlr : Badila et Bahambou-

la) restent de jeunes joueurs, avec peu de matchs de Ligue 1 et aucune référence au niveau international. C'est nécessaire de les associer à des joueurs d'expérience...

LDB : Avec son parcours U17, U20 et U23, Yhoan Andzouana a finalement plus d'expérience internationale qu'eux ?

S.M : Effectivement. Et c'est aussi un message que j'envoie aux jeunes binationaux des clubs professionnels : avec son talent et son implication, il a gagné sa place dans le onze. Ça prouve que la porte est ouverte. Après, Yhoan, qui a montré son attachement au maillot dès le début, il y a effectivement un surplus d'expérience avec la CAN U17 et les Jeux africains qu'il a disputés.

LDB : Il y a aussi le cas des Auxerrois Binguila et Mabiala, dont la présence surprend au vu de leur saison.

S.M : Je dois avouer que je ne comptais pas forcément sur eux dans les 23. Je les avais appelés dans les 43 pour les revoir et faire un point sur le niveau. Et finalement, ils sont là. Hardy Binguila a survolé ce stage, par son implication et son niveau. Il a gagné sa place dans les 23 à Lisses. A l'origine, je voulais leur envoyer un message pour la suite, mais ils ont su saisir l'occasion.

LDB : Sept joueurs sont rentrés chez eux aujourd'hui (Mayembo, Kololo, Tsoumou, Dozi, Loumingou, Kifoueti et Pambou) ...

S.M : Oui, et j'ai vraiment une pensée pour eux. Tout cela est assez subjectif, cela ne s'est pas joué à grand-chose. Je vais continuer à les suivre et je sais que j'en reverrai, notamment les plus jeunes.

LDB : Parmi les sélectionnés, certains ont eu un temps de jeu insuffisant pour, logiquement prétendre à une sélection nationale, comme Doré ou Ndinga, mais

sur la semaine de stage, c'est difficile de ne pas les prendre, vu la qualité de leurs entraînements. Comme concilie-t-on les critères de temps de jeu en club, forme du moment, qualité de l'entraînement ?

S.M : Je dirais que le critère le plus important, c'est mon ressenti sur ce que je peux voir. En fait, ce sont toujours les joueurs qui décident, par ce qu'ils vont fournir comme performance, comme effort, comme état d'esprit. Et c'est ce qu'ils ont fait cette semaine. Dieu sait que j'ai beaucoup d'affection pour Fodé, mais je n'avais aucune intention de lui faire de cadeau. Je voulais voir où il en était, sans aucune certitude de le prendre. Mais lui aussi a gagné sa place dans les 23 ; et peut-être mieux, en montrant de l'investissement, ce qui ne suffit pas toujours, mais aussi de la qualité dans ses séances.

Après, ce ne sont que des entraînements et on verra comment cela se traduit en match. Mais pour revenir sur le temps de jeu, beaucoup de nos joueurs sont concernés en cette fin de saison, et le but de ce stage de Lisses était aussi de niveler l'état de forme de tous les joueurs pour avoir un groupe physiquement homogène, ce qui n'était pas le cas à leur arrivée. Cela a motivé le choix de ne pas livrer de matchs amicaux, car dans les 3 jours avant un match, même amical, les séances sont moins intenses et nos joueurs avaient besoin de travailler pour combler ce manque de temps de jeu. On a choisi cette option et je pense qu'on ressort de ce stage en aillant bien travaillé, sans pépin physique, en tous cas jusque-là. Je répète toujours que le socle du joueur de foot, c'est premièrement, la discipline, et deuxièmement, la forme physique. Après seulement, on peut parler football, technique. Donc maintenant, on va pouvoir commencer à parler football.

LDB : Avec ce socle justement, comparé

à un adversaire qui a eu une préparation plus compliquée avec l'absence du sélectionneur et de plusieurs joueurs concernés par la Ligue des champions de la CAF, quelles sont les options de jeu que vous envisagez à Kinshasa ?

S.M : Dans tous les cas, nous n'avons pas les armes pour placer un autobus devant notre surface de réparation et attendre que le match se termine. Moi, j'aime bien avoir des garçons qui défendent en avançant, qui sont entreprenants. Sans faire n'importe quoi non plus : on ne va pas arriver à visage découvert, en partant à l'abordage pour se faire prendre en contre. Il faudra être cohérent, en subissant le moins possible, autant que faire se peut, car nous allons jouer à l'extérieur, contre une équipe qui est supérieure en qualité, en quantité. Notre préparation a débuté avant la leur, mais leur talent intrinsèque compense cette différence. C'est pour cela, qu'il faudra qu'on s'appuie que l'état d'esprit que l'on a cultivé depuis le début de ce stage, afin de répondre présent avec enthousiasme et détermination. Si nous n'affichons pas ces valeurs, ça sera problématique.

LDB : On ne peut pas vous faire procès de négliger les joueurs locaux, vous qui habitez sur place, regardez chaque journée, et avez, avec Claude Le Roy, appelé de nombreux joueurs issus du championnat local. Comment donc interpréter la présence de seulement trois locaux, dont un seul joueur de champs ? Le constat cruel d'un niveau de plus en plus bas ?

S.M : C'est une évidence. Il n'y a plus l'AC Léopards des années précédentes, on a vu les résultats de nos clubs à l'échelle continentale, le Centre technique (CNFF) est en sommeil, ce qui n'était pas le cas lors de mon passage comme adjoint de Claude Le Roy.

C'est un vivier dans lequel nous avons puisé des Ndockyt, Nkounkou, Garvoula et autres. Ils s'y entraînaient deux fois par jour, plus ou moins bien d'ailleurs, mais ils s'y entraînaient. Aujourd'hui, il n'y a plus ça. J'ose espérer qu'il rouvrira bientôt, pour l'intérêt du football congolais, mais en attendant, il faut faire sans. J'ai essayé de compenser en préparant les meilleurs moins de 20 ans de la région de Brazzaville, évoluant principalement dans des clubs de 2e division. On les cible et les entraîne, avec mes adjoints, une fois par semaine. Mais ce n'est pas encore suffisant pour le haut niveau. On doit travailler chaque catégorie, en particulier l'équipe du Chan qui a des échéances proches. Je crois qu'une sélection africaine ne peut pas fonctionner sans joueurs locaux, qui connaissent mieux le football et le contexte africains. Mais il faut qu'ils soient au haut niveau, bien évidemment.

LDB : Après ce derby du 10 juin, les Diables rouges auront une double confrontation face au Ghana, le 28 août et le 2 septembre, dans une compétition sans enjeu pour le Congo. Est-ce l'occasion de tester ces jeunes locaux et ceux du stage de Lisses, qui n'ont pas été retenus ?

S.M : Oui, c'est ce que j'ai expliqué aux joueurs ce matin (dimanche) : il y a des matchs qui vont arriver, dans les mois à venir; deux en septembre, au moins un en octobre et un en novembre, et davantage si on organise des matchs amicaux. Ça sera l'occasion pour eux d'essayer de gratter du temps de jeu, de se confronter au haut niveau et de se faire une place dans le groupe pour y amener davantage de concurrence.

Propos recueillis à Lisses par notre correspondant Camille Delorme

COMPÉTITIONS AFRICAINES DES CLUBS

L'AS V Club, Coton sport et CF Mounana proches de la sortie

Au terme des 3^e journées des coupes africaines des clubs, l'AS Vita club de Kinshasa (Ligue des champions), Coton sport de Garoua et le CF Mounana (Coupe de la Confédération) n'ont toujours pas réussi à glaner le moindre point. Retour sur tous les résultats

Ligue africaine des champions

Dans le groupe A, Etoile du Sahel a été accroché (1-1) par El Hilal du Soudan mais elle conserve sa place de leader avec sept points devant Clube Ferroviario da Beira a battu El Merreikh du Soudan (1-0). Avec 4 points, le club mozambicain est devant El Hilal d'une unité. El Merreikh reste dernier avec un petit point. Dans le groupe B, la lutte pour la qualification s'annonce dure pour les concurrents. Le Zamalek tenu en échec par USM d'Alger (1-1) garde la tête du groupe avec 5 points. Al Ahly Tripoli vainqueur sur le terrain de Caps United football club (4-2) et USM ont le même nombre de points (4 chacun) soit une unité de plus que Caps United football club. Dans le groupe C, Espérance de Tunis a confirmé en Afrique du sud devant les Mamelodi Sundowns tenants du titre (2-1). Elle reste leader à sept points devant Saint George (5) qui a infligé une troisième défaite à l'AS Vita club de Kinshasa (1-0).

Dans le groupe D, Al Ahly et Zanaco FC se rapprochent de la qualification. Les deux équipes ont respectivement dominé le WAC (2-0) et Coton sport (2-1). Ces deux clubs comptent chacun 7 points devant le WAC (3 points) et le Coton sport (0).

Coupe de la Confédération.

Dans le groupe A, Fus de Rabah a eu raison du Club africain (2-1). Il garde la tête du groupe avec points. Kampala city Council Fc a dominé Rivers United Fc sur ce score identique, revenant ainsi à sa hauteur. Le Club africain et Rivers United FC ont chacun 3 points.

Dans le groupe B, le Club sportif Sfaxien a pris la tête du groupe grâce à sa victoire (3-0) sur Platinum stars FC. Il compte six points soit un de plus que le Mouloudia d'Alger qui a tenu en échec Mbabane Swallows (0-0). Le club du Swaziland reste troisième avec 4 points devant Platinum.

Dans le groupe C, Zesco United (6 points) a pris la tête du groupe grâce à sa courte victoire (1-0) devant Clube Recreativo desportivo do Libolo. Il devance de deux unités Smouha et Al Hilal Elobied, qui ont fait jeu égal (1-1). Dans le groupe D, Supersport United FC prend la tête grâce au nul obtenu sur le terrain du TP Mazembé (2-2). Les deux équipes comptent le même nombre de points (5) avec Horoya AC vainqueur du CF Mounana (1-0).

James Golden Eloué

32^{es} DE FINALE DE LA COUPE DU CONGO

Sans surprises pour les favoris

Il n'y a pas eu de miracle lors des premiers matches des 32^{es} de finale de la Coupe du Congo.

Toutes les équipes de la Ligue 1 dont les matches ont été programmés le week-end (excepté le FC Nathaly's) ont validé leur qualification pour les 16^{es} de finale comme en témoigne le score de (12-0) infligé par l'Athlétic club Léopards, le tenant du titre à Mdex FC de Kimongo.

L'Etoile du Congo, troisième de la Ligue 1 s'est imposée le samedi au stade Alphonse-Massamba-Débat devant le Racing club de Brazzaville (4-0). Les Stelliens qui menaient dès la 37^e minute (1-0) grâce à Benny Boliko ont attendu les trois dernières minutes de la rencontre pour se mettre à l'abri. Coulibaly Fousseyni aggrave le score à la 87^e minute avant qu'Alex Ngapa n'inscrive le troisième but, deux minutes plus tard. Arci Biassadila a inscrit le 4^e but de l'Etoile du Congo sur un penalty dans le temps additionnel.

En déplacement à Djambala, le Club athlétique renaissance aiglon (2^e de la Ligue 1) a dominé Etoile de la localité sur le score identique. A Owando, l'AS Otho a eu raison du FC Brème d'Oyo (2-1). La Jeunesse sportive de Talangaï a battu à Ewo, l'AS Com sur un score de (4-0). La Mancha a infligé à Pointe-Noire, le même traitement à Beni sport (4-0). Saint-Michel de Ouenzé s'est imposé devant Aigles sport (3-1). Patronage



Arci Biassadila balle aux pieds a inscrit le 4^e but de l'Etoile du Congo sur penalty (Adiac)

Sainte-Anne a dominé Yaba sport (3-0). Interclub a assuré sa qualification devant le FC Racine (3-0). L'AS Cheminots a eu recours aux tirs au but pour passer devant le FC Pèlerin. Après un score de parité de (0-0) au temps réglementaire, les Cheminots l'emportent (1-4). La Jeunesse sportive de Poto-Poto s'est qualifiée également après la séance des tirs au but devant le Centre d'études et sport La Djiri (4-2) après un nul blanc au temps réglementaire. Les Jeunes Fauves se qualifient également aux tirs au but face à l'Interclub de Dolisie 5-4 (0-0 temps réglementaire) Le FC Kondzo a éliminé JSM (5-1). Tongo football club s'est imposé devant AS Lynx (5-2). Outre les équipes de la Ligue 1, quelques clubs de la Ligue 2 verront les 16^{es} de finale. Le CSI Mbamou a

écrasé Milan de Nkombo (6-0). L'AS Ntsiamba l'emporte devant Flamengo (4-0). Etoile de Talas a battu CFF GMT (4-0). L'AC Léopards de Makotipoko a battu à Djambala, Cara de cette localité (6-3). Etoile de Ouessou a dominé Cara de Ouessou (2-1). Asia sport a eu raison du FC Corneil (4-0). V Club Mokanda a pris le meilleur sur FC Tchamani (4-2). El Total a éliminé Munisport (2-1). Ajax de Ouenzé a battu Red star sur ce score identique. TP Mystère a pris le dessus sur Réal Impact (2-0). Black star a battu Ayandza sport (1-0). Disi national est passé devant le FC Mabitika de Zanaga (2-1). Signalons que le FC Nathaly's n'a pas fait le déplacement de Dolisie pour y affronter Lion blessé. En toute logique, c'est un forfait.

J.G.E.

AFFAIRES SOCIALES

Un atelier d'échange sur le don de l'ONG américaine Projet Cure aux formations médicales de la RDC

Cette action, qui rentre dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique et financier du Fonds national de promotion et de service social, est une charité de l'ONG américaine Projet Cure, qui veut ainsi répondre aux besoins des hôpitaux et centres médicaux congolais, pour une prise en charge efficiente et correcte des malades, surtout des vulnérables.

Un atelier d'échange a réuni, le 2 juin 2017, à Gombe, le ministre des Affaires sociales, Eugène Serufuli Ngayabaseka, le ministre de la Santé, représenté par son directeur de cabinet, la directrice générale (DG) du Fonds national de promotion et de service social (FNPSS), M^{me} Alice Mirimo Kabetsi, les secrétaires généraux de l'administration publique, les conseillers principaux du chef de l'Etat et de la Primature les responsables des hôpitaux et centres de santé publics et privés de Kinshasa ainsi que les représentants de l'ONG américaine projet Cure. Ces échanges ont expressément été centrés sur ce don en équipements et matériels médicaux fait aux hôpitaux et centres médicaux de la RDC par cette ONG américaine.

Expliquant cette action, la DG du FNPSS a noté que l'ONG américaine Cure offre à la RDC l'opportunité d'acquérir à titre de don, des matériels et équipements médicaux et orthopédiques en faveur des hôpitaux et centres de santé tant publics que privés sur toute l'étendue du pays. A en croire M^{me} Alice Mirimo, le FNPSS a accepté cette action, conçue pour être permanente, « dans la mesure où elle entre dans le cadre de son projet d'organisation des campagnes d'assistance médicale ambulatoire, bucco-dentaire, ophtalmologique, asthma-



La DG du FNPSS, les conseillers spéciaux, le dircab du ministre de la Santé, le ministre des Affaires sociales/photo Adiac

tique, anémique, oto-rhino-laryngologie, sur les infirmités définitives et troubles chroniques, en faveur des groupes vulnérables et des personnes nécessiteuses en milieu rural et périurbain et dont l'étude de faisabilité est en phase de finalisation », a-t-elle déclaré.

Le FNPSS mobilisé pour démarrer les activités

Pour M^{me} Alice Mirimo, dont l'investissement total a été reconnu par le représentant de l'ONG américaine, le ministre des Affaires sociales ainsi que les responsables des institutions sélectionnées, cette action rentre dans le cadre du Plan opérationnel 2017 du FNPSS, au niveau du programme social présidentiel pour la reconstruction d'une classe moyenne en RDC. Cet établissement public, a expliqué la DG du FNPSS, s'est mobilisé pour démarrer rapidement les activités de ce projet social et humanitaire compté parmi les 81 répertoriés dans le cadre du Plan stratégique et financier 2012-2016 du FNPSS, repartis autour des cinq axes stratégiques que sont la redynamisation du Fonds, la prévention de la vulnérabilité, la protection des vulnérables,

la promotion des vulnérables et la mobilisation des ressources.

Des fonds déjà disponibles

La DG de la FNPSS a rassuré que le Trésor public a déjà mis à la disposition de cet établissement public des moyens qui ont permis à cette ONG d'effectuer la mission d'inspection des hôpitaux et centres bénéficiaires pour cette phase de Kinshasa, embarquer deux conteneurs des matériels et équipements médicaux et orthopédiques pour être distribués à quelques hôpitaux en vue du démarrage de cette action, avec un accent sur la prise en charge des vulnérables, particulièrement, des Congolais vivant avec handicap. M^{me} Alice Mirimo Kabetsi a également indiqué qu'il était également prévu l'organisation, à Phoenix, aux Etats-Unis, siège de l'ONG Projet Cure, d'une conférence internationale de fundraising pour les Congolais handicapés. Relevant l'importance de cette action, le directeur de cabinet du ministre de la Santé, représentant le Ministre, a noté que la problématique des équipements médicaux fait partie du plan du ministère de la Santé. C'est ce qui fait, selon lui, que ce ministère

s'est impliqué dans la réalisation de ce projet. « Cet atelier est un moment important d'échange. C'est une opportunité qui nous est offerte de nous familiariser avec le projet Cure... qui doit bénéficier à la population, en mettant un accent sur les vulnérables », a-t-il dit, en promettant de veiller à l'utilisation des ces équipements par les bénéficiaires.

Le ministre des Affaires sociales, Eugène Serufuli, qui a reconnu l'apport de ces équipements dans le soutien du domaine de la santé, a insisté sur l'utilisation responsable de ces équipements offerts. Rassurant les bénéficiaires de l'accompagnement du gouvernement, il les a appelés à surmonter les difficultés, pour le bien de la population. Aux préoccupations des responsables des institutions bénéficiaires liées notamment aux intrants, à l'électricité, etc., le ministre des Affaires sociales et la DG du FNPSS ont apporté des réponses qui rassurent sur la détermination du gouvernement pour la pérennisation de cette action qu'il veut permanente. Pour expliquer les motivations de l'ONG américaine Projet Cure, un de ses représentants, le Pasteur Hyppolite Kayenda, a noté que le souci de cette ONG est d'intervenir dans le domaine de la santé, surtout en matière d'équipements. Aussi, a-t-il souligné la volonté de permettre à la population d'accéder aux soins de qualité, qui est la principale finalité de ce geste envers son pays d'origine, la RDC. Il a salué l'implication de la DG du FNPSS et des autorités congolaises qui ont facilité l'aboutissement de cette action, en faveur de la population congolaise, avant d'appeler les institutions de santé bénéficiaires à plus de responsabilité.

Lucien Dianzenza

DÉVELOPPEMENT

L'Afrique concernée également par la montée de l'obésité et du diabète

Ces maladies chroniques dites « des pays riches » gagnent du terrain essentiellement dans les pays du Maghreb, selon la dernière carte publiée par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). Il s'agit d'un document stratégique qui permet également de mesurer le taux des terres arables de la région et l'état de malnutrition et de la sécurité alimentaire des pays africains.

En clair, le Nepad est en mesure aujourd'hui d'indiquer les points chauds du continent africain en termes de famine, de malnutrition et de sécurité alimentaire. Cette carte permet d'avoir un aperçu du contexte de la nutrition en Afrique à la fin de 2016. « Trop de personnes souffrent de la faim en Afrique. La faim dérive de la pauvreté, mais cette carte présente aussi les fenêtres d'opportunités pour les dirigeants africains, afin qu'ils prennent conscience de l'immense potentiel agricole du continent pour assurer la production de la nourriture », a expliqué Kefilwe Moalosi, Nutrition Programme Officer pour l'agence du Nepad, en marge de la treizième édition du Comprehensive Africa Agriculture Development Pro-

gramme Partnership à Kampala, en Ouganda.

La carte livre effectivement un certain nombre d'informations. Nous le disions, l'Afrique a connu une augmentation inquiétante de la prévalence de certaines maladies des pays riches comme l'obésité et le diabète. Cette situation peut s'expliquer par un seul chiffre : 50. Il s'agit en fait des 50 milliards de dollars américains USD d'importations de nourriture par an. En somme, l'Africain mange de plus en plus comme l'Européen. Bien entendu, il en paie aussi le prix d'une certaine manière. Une situation d'autant plus paradoxale que le potentiel agricole existe mais reste très largement sous-exploité. Il faut rappeler que la moitié des terres arables disponibles dans le monde se trouve en Afrique. L'agriculture et la chaîne de valeur associée au secteur offrent une alternative crédible à la sécurité alimentaire du continent. Sur ce point précis, les taux les plus élevés de prévalence de l'obésité chez l'adulte sont identifiés en Libye (33 %), Égypte (29 %) et Tunisie (27 %). Par ailleurs, en termes de prévalence du diabète chez l'adulte, il y a l'Égypte (19 %), la Libye (17 %)

et la Guinée équatoriale (16 %). Sur l'ensemble de la région, les trois pays les plus dépendants des importations sont le Bénin, la Gambie et le Cap-Vert. Leur taux de dépendance varie entre 32 et 41 %. Dès lors, l'on saisit mieux la position privilégiée de la Tanzanie, la Zambie et l'Afrique du Sud qui affichent des taux de dépendance de moins de 6 %. La situation est plutôt compliquée pour Djibouti, les Seychelles et la Mauritanie qui disposent de peu de terres arables, soit moins de 1 % de la superficie totale de leurs territoires respectifs. Il est plus difficile, dans ce cas de figure, de promouvoir sérieusement l'agriculture. Par contre, d'autres pays comme le Togo, le Burundi et le Rwanda ont affecté plus de 46 % de leurs territoires respectifs aux cultures temporaires. Des pays comme l'Éthiopie, la Tanzanie et le Nigéria comptent le nombre le plus élevé de personnes sous-alimentées. En chiffres, cela donne 13 millions pour Abuja, 17 millions à Dodoma et 32 millions à Addis-Abeba. Par contre, les populations mangent à leur faim au Cap-Vert, au Gabon et à l'Île Maurice. Voilà l'architecture nutritionnelle de la nouvelle Afrique.

Laurent Essolomwa

GOMA

Six morts dans un braquage

Un policier et cinq autres personnes ont été tués samedi au cours du braquage d'un bureau de transfert de fonds à Goma, la capitale de la province déchirée du Nord-Kivu dans l'est de la République démocratique du Congo, a appris l'AFP de source policière.

«L'attaque d'un shop Airtelmoney (bureau de transfert de fonds de la société de téléphonie cellulaire Airtel, NDLR) a fait six morts dont un policier», a déclaré à l'AFP le général Vital Awashango, le chef de la police du Nord-Kivu, interrogé sur le vent de panique qui s'était emparé de Goma. Dans les échanges de coups de feu nourris entendus en fin de journée dans la ville, les policiers de faction «ont tué quatre bandits». Un policier et le préposé au bureau ont également trouvé la mort, a ajouté l'officier, assurant que le calme était revenu.

La multiplication des incidents isolés et les foyers de tensions actuels dans plusieurs régions de la RDC rappellent une vague de violences qui avaient éclaté simultanément dans l'est, dans le centre et dans le sud-est vers la fin de l'année 2016, coïncidant avec l'arrivée à son terme du mandat du président congolais Joseph Kabila qui a échoué le 20 décembre. En février, les évêques catholiques disaient redouter «une planification» de ces violences «en vue de retarder ou d'empêcher la tenue des élections» d'ici à la fin de l'année 2017, conformément à l'accord de partage du pouvoir signé le 31 décembre par la majorité et l'opposition en vue de sortir de la crise née du maintien de M. Kabila au-delà de la fin de son mandat. Dans un entretien avec le journal allemand Der Spiegel, M. Kabila, qui n'a pas signé cet accord, a déclaré n'avoir «rien promis» sur l'organisation des élections avant «fin 2017». L'accord prévoyait la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition et le déroulement de la présidentielle et des législatives cette année. Mais M. Kabila a nommé un dissident de l'opposition aux fonctions de chef du gouvernement, ce qui a été qualifié de forfaiture par la frange majoritaire de l'opposition. La province du Nord-Kivu, comme l'ensemble de l'Est congolais, est déchirée par plus de vingt ans de conflits armés, alimentés par des différends fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières de la région et des rivalités entre puissances régionales.

Avec AFP

Joseph Kabila à Der Spiegel : « Nous n'avons pas encore demandé un référendum »

Une longue interview du président de la République accordée le 3 juin au magazine allemand Spiegel alimente la chronique politique de ces dernières heures. Joseph Kabila qui a longtemps observé un mutisme sur les enjeux politiques de son pays est finalement sorti de sa réserve pour décrypter l'actualité et éclairer la lanterne des Congolais sur certaines matières à controverse telles que les élections.

A ce sujet justement, Joseph Kabila a tenu, de prime abord, à justifier la non-tenu des scrutins en décembre 2016. Le nombre exponentiel des électeurs à gérer ainsi que la guerre à l'Est enclenchée par le M23 en sont les principales raisons. « C'est principalement parce que nous n'étions pas bien préparés. En 2011, nous avons eu 32 millions d'électeurs inscrits, maintenant nous avons entre 42 et 45 millions d'électeurs inscrits auxquels nous devons répondre. La deuxième et la plus importante raison: après 2011, le groupe rebelle M23 à l'Est du pays a commencé une guerre. Nous devons mettre toutes nos ressources à la disposition des Forces armées », a-t-il expliqué. Et d'ajouter : « Vous pouvez organiser des élections chaque jour, même demain. Mais que sera le résultat des élections chaotiques? Encore plus de chaos! ». Quant à l'échéance de décembre 2017 fixée dans l'accord du 31 décembre obtenu sous la médiation de la Cénco, Joseph Kabila rappelle à ses interlocuteurs n'avoir rien



Joseph Kabila Kabange

promis aux Congolais sur cette question. « Je n'ai rien promis. J'aimerais que les élections se déroulent le plus tôt possible. Mais nous voulons des élections parfaites, pas n'importe quelles élections », a-t-il déclaré renvoyant la balle à la Ceni, seule habilitée à organiser les élections. A ceux qui pensent qu'il n'y a pas de volonté de politique sincère de tenir ces élections avec, en arrière-plan, un projet de référendum visant à changer la constitution aux fins de baliser la voie à un troisième mandat présidentiel, la réponse de Joseph Kabila est presque inattendue. « Quand ai-je parlé de changer cette règle? Personne aujourd'hui

ne peut produire une déclaration orale ou écrite de moi qui parle de changer la constitution ».

Il rappelle avoir déjà tout clarifié à ce sujet tout en indiquant que le changement de la Constitution est constitutionnel. « Dans la constitution, il y a le mot «référendum». Vous pouvez modifier la constitution par référendum. Mais nous n'avons pas encore demandé un référendum. Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas encore organisé de réunion ou de discussion sur la façon de modifier la constitution », a-t-il fait observer. Aux journalistes qui voulaient lui tirer le vers du nez en rapport avec son éventuel troisième mandat qui découlerait d'une interprétation de la Constitution, Joseph Kabila note que cet exercice est du ressort des Cours et tribunaux, et que « nulle part dans la constitution on parle d'un troisième mandat ». C'est, a-t-il ajouté, « une invention provenant de cerveaux éclairés quelque part en Europe ou ailleurs ». Et de trancher finalement sur la question en ces termes : « La constitution est très claire quant à savoir comment et quand le président transmet le pouvoir. Il ne peut donner le pouvoir qu'à un successeur élu ».

L'affaire Katumbi est judiciaire

Autre point abordé au cours de cette interview concerne le cas Moïse Katumbi, l'opposant congolais en exil condamné à

trois ans de prison dans une affaire de spoliation immobilière. « Il n'y a pas de procès entre le gouvernement et Katumbi en tant qu'individu », dixit Joseph Kabila pour qui il n'y a que la justice qui est habilitée à statuer sur sa situation, même pas les évêques catholiques. Il exhorte l'ex-gouverneur du Katanga à s'adresser à la justice de son pays et relativise tout ce qui se dit à propos de ce dernier notamment sur son influence, supposée ou réelle, auprès des masses populaires. La réponse du rais est toute simple : « Si vous pensez que quelqu'un est au-dessus de la loi parce qu'il a 1 ou 2 millions de personnes qui le suivent, nous ne serions pas un Etat de droit ». Joseph Kabila déclare ne pas avoir de défi ni de stratégie pour contrer ce candidat potentiel à la prochaine présidentielle présenté en Occident comme porteur d'un nouvel espoir. « Les Congolais décideront de l'avenir de ce pays. Nous parlons de la démocratie », a-t-il déclaré en substance. Concernant les dernières sanctions de l'Union européenne et des Etats-Unis prises contre certaines personnalités congolaises, Joseph Kabila indique que « la bonne chose aurait été de partager les évaluations » avec la RDC « et les personnes impliquées ». Et d'ajouter d'un ton ferme : « les sanctions ne nous empêcheront pas d'organiser les élections. Et ce n'est pas le genre de pression qui nous poussera à faire autre chose ».

Alain Diasso

CONSERVATION DE LA NATURE

Le WWF renouvelle son partenariat avec des ONG congolaises

Ce cadre de collaboration rentre dans le nombre des stratégies du Fonds mondial de la nature, de promouvoir la conservation et la gestion durable des ressources naturelles en faveur des communautés locales et peuples autochtones à travers une collaboration formelle entre le bureau de cette ONG internationale en RDC et les associations environnementales congolaises.

Le Fonds mondial de la nature (WWF) a renouvelé, le 2 juin 2017, sa collaboration avec la société civile congolaise. Un accord-cadre de partenariat avec dix-huit ONG congolaises actives dans le domaine de la conservation de la nature et de l'environnement a été signé dans les locaux de l'Observatoire satellital des forêts d'Afrique centrale, à Gombe.

Dans le nombre de ces ONG congolaises signataires de ce partenariat, quatorze ont déjà travaillé avec le WWF alors que pour les quatre autres, c'est la première signature de ce genre de collaboration avec le WWF.

Atteindre les objectifs du plan stratégique Pour atteindre les objectifs de son plan stratégique 2016-2020, le WWF-RDC établit une collaboration avec plusieurs organisations de la société civile congolaise qui partage avec lui une vision commune en matière de conservation et de gestion durable des ressources naturelles. Déjà, l'ONG internationale avait signé un mémo de collaboration pour cinq ans, de 2011 à 2016, avec 21 organisations congolaises puis avec 23 organisations. Ce cadre de collaboration ayant expiré l'année passée, le WWF s'est résolu à renouveler le partenariat pour l'échéance 2017-2021, pour les unes, et d'intégrer d'autres nouvelles ONG dans ce cadre de collaboration.



Signature du protocole de partenariat par le directeur national de WWF-RDC et les représentants des ONG congolaises/photo Adiac

Pour le Directeur de Conservation de WWF-RDC, Bruno Perodeau, dans le cadre de ce partenariat, « chacun devra jouer sa partition ». « Il s'agit de renouvellement du contrat à quatorze anciennes organisations de la société civile congolaise, et de nouer des nouveaux partenariats avec d'autres dont quatre ONG féminines », a-t-il expliqué. Cette action vise, à l'en croire, de renforcer le programme de conservation de WWF en RDC notamment dans l'investissement dans la forêt et l'agriculture ainsi que la promotion des énergies renouvelables. Nous voulons, a-t-il dit, qu'il y ait un continuum créé au niveau de la base jusqu'au niveau national. « Toujours dans une collaboration ouverte, transparente et respectueuse des uns et des autres mais aussi orientée au renforcement des capacités des partenaires que ce soit ceux que nous appuyons mais aussi les capacités du WWF comme organisation, qui a pour but la conservation de la nature et comme

stratégie, de travailler en étroite collaboration avec les représentants de la société civile, des ONG nationales œuvrant dans les domaines de la conservation et de l'environnement, pour renforcer notre capacité comme organisation », a expliqué le directeur de Conservation du WWF-RDC. Pour Bruno Perodeau, en effet, le WWF a tenu à travailler avec les organisations qui sont performantes car, l'ONG internationale est également tenue aux résultats.

Une approche nouvelle

Pour le directeur national de WWF-RDC, Jean-Claude Muhindo, cette ONG nationale a modifié son approche. Si autres fois, a-t-il dit, c'était une organisation qui mettait moins le poids sur l'implication communautaire, aujourd'hui, c'est le contraire. « Il est temps de constituer une force capable de se souder et amener les gouvernants à rester stables dans leurs décisions », a-t-il dit, relevant par exemple le cas du retrait

des USA de l'accord de Paris sur le climat. C'est dans ce cadre, a-t-il expliqué, que le WWF globalement se dit que par rapport à la problématique qui le guette, il est petit s'il se considère individuellement. « Notre force, c'est dans le partenariat », a appuyé Jean-Claude Muhindo. À l'en croire ce partenariat doit être noué avec ceux qui sont sur le terrain, ceux qui maîtrisent les vraies questions qui se posent au niveau de la gouvernance des ressources naturelles. Ces partenaires ne sont pas ceux qui regardent cette problématique de loin mais ceux qui la vivent, ceux qui partagent avec les communautés les mêmes valeurs liées à la gestion des ressources naturelles.

De l'avis du directeur national de WWF-RDC, cette organisation internationale s'engage à avancer dans cette dynamique de renforcement des capacités de la société civile, pour lui permettre d'aller là où elle (le WWF) ne peut pas arriver. « Ensemble, nous constituons cette force qui peut crier là où les autres ne peuvent pas parler », a-t-il souligné, avant de conseiller à ces ONG partenaires de rester dans leur domaine, qui est la conservation, et d'éviter à être impliquées dans des trafics illicites de certains produits ou dans des actes prohibés ou répréhensibles.

Les ONG congolaises signataires de ce partenariat, représentées par le coordonnateur du GTF, Dieudonné Ngoyi, ont salué la marque de confiance du WWF et cette vision partagée.

Elles ont également noté que le travail de WWF a permis de renforcer les capacités de la société civile congolaise et d'améliorer le travail des organisations environnementales.

Lucien Dianzenza



airtel

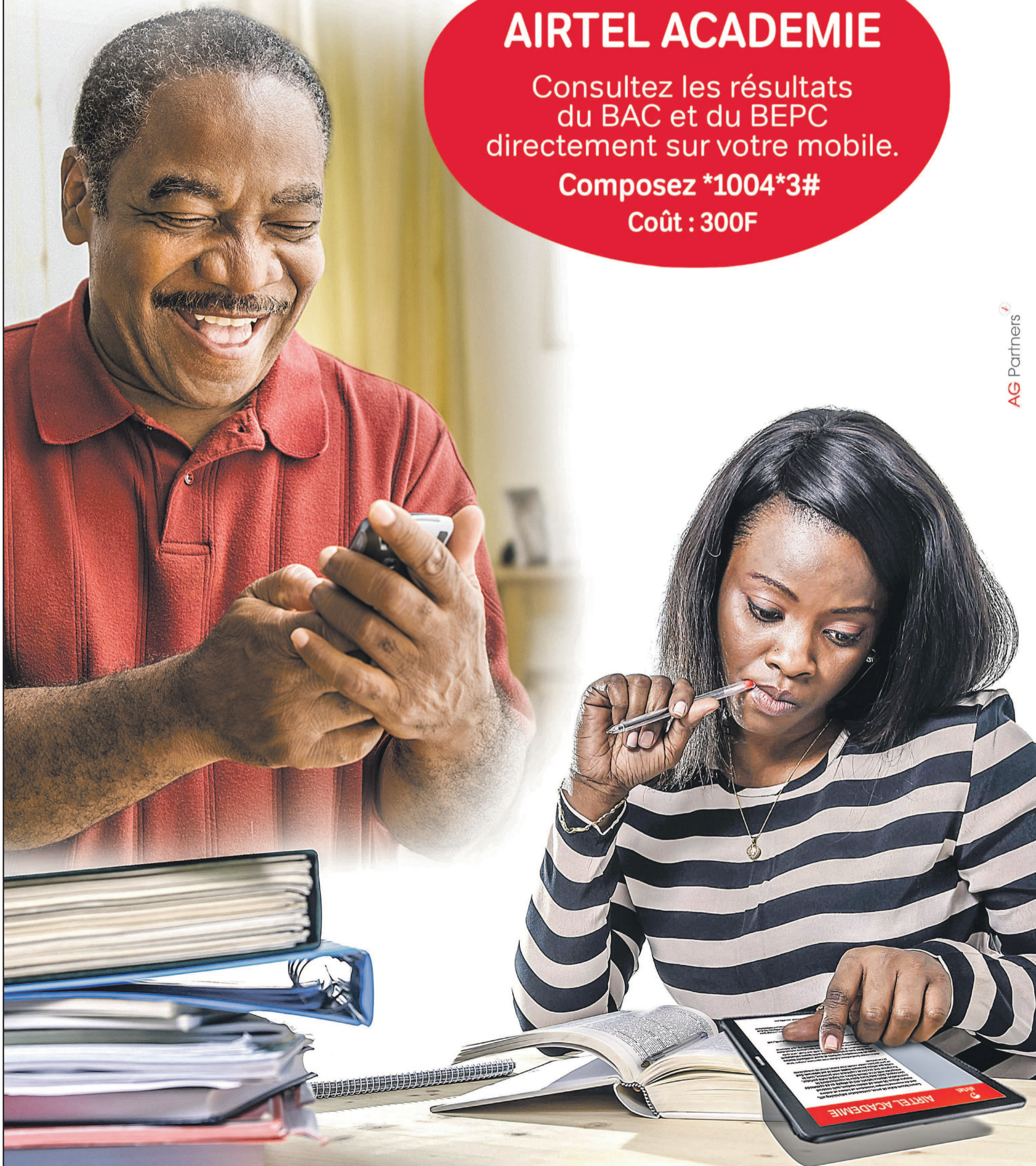
LE RESEAU DES SMARTPHONES

AIRTEL ACADEMIE

Consultez les résultats
du BAC et du BEPC
directement sur votre mobile.

Composez *1004*3#

Coût : 300F



HUMEUR

Quand la destruction n'est pas une meilleure entreprise !

Ici nous ne parlerons pas de la destruction-créatrice dont parle l'économiste Joseph Schumpeter qui consiste à produire de façon simultanée la disparition du déjà acquis conjointement à la création de nouvelles activités économiques, qui renvoie à la progression. La destruction dont il est question ici, est celle qui consiste à ramener en arrière toute évolution sociétale par des actes reprochables et inouïs. Et pourtant la société, disons-mieux la nation a besoin à la fois de ses ressources humaines, de son confort locomoteur, de son confort mobilier et immobilier.

Prenons trois exemples de destruction sociale qui se passe ces derniers temps. Le premier concerne certains malfaiteurs dans les quartiers qui prennent l'étiquette de la Société Nationale de Distribution d'Eau (S.N.D.E) pour tromper les paisibles citoyens en leur brandissant de fausses quittances dans un but calculé de pouvoir leur soutirer des sous. Et cette pratique a été maintes fois dénoncée et décriée mais certains « malins » veulent toujours la faire revenir en allant même voler certains matériaux servant à fournir de l'eau dans tel ou tel quartier. C'est là ni moins ni plus des actes de destruction sociale qui font retarder le pays.

Un deuxième exemple se rapportant aux malfaiteurs qui sévissent dans le domaine des assurances se passant pour des agents des sociétés d'assurance agréées par l'Etat. Cette pratique inouïe dérange de nombreux citoyens ces derniers temps, car ces malfaiteurs que la télévision ne cesse de montrer font du tort à la fois aux sociétés d'assurance et à l'Etat. Ce sont là des vrais actes de destruction sociale qui ne sont pas des entreprises à soutenir. Même chose pour ces malintentionnés qui sont saisis la main dans le sac avec une fausse administration ambulante consistant à délivrer des fausses pièces d'état-civil aux gens.

Un troisième exemple relatif à certains actes regrettables d'antivaleurs consistant à la mise à sac de certains équipements mobiliers ou locomoteurs ou encore à la suppression ignominieuse de certaines vies. N'est-ce pas là des actes de destruction sociale ? Ces actes, pris ensemble ne font pas avancer la nation, car ils sont contraires à la logique évolutive. Cette logique évolutive dont recherche des citoyens pris isolément ou collectivement et appartenant à une nation donnée. Car on n'évolue pas en détruisant le déjà acquis mais plutôt en remplaçant l'ancien « habitus-social » jugé archaïque par le nouvel acquis amélioré.

Ceci étant, rejetons tous la destruction sociale et adhérons-nous aux actes du développement humain et social, la société a horreur de l'abîme.

Faustin Akono

INTERVIEW

Edouard Dinga-Oba : « Nous sommes avec le gouvernement pour la modernisation de Hinda »

Trois mois après la prise de ses fonctions, le nouveau sous-préfet de Hinda, Edouard Dinga-Oba est allé à la rencontre de sa population et souhaite la réalisation des projets gouvernementaux retenus pour la modernisation de son district.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Comment aviez-vous été accueilli lors de vos descentes dans les villages de la sous-préfecture de Hinda ?

Edouard Dinga-Oba (EDO) : Dans tous les villages visités, on peut citer pêle-mêle Mboubissi, Tchis-soko, Tandou Milomba, Ndem-bouanou et Tchiniambi Loémé, les populations m'ont réservé un accueil très chaleureux.

LDB: Aviez-vous déjà identifié quelques problèmes rencontrés par ces populations dans leur quotidien ? Si oui, lesquels ?

EDO : Oui, ces populations ont certains problèmes qui se posent avec acuité notamment celui d'eau potable surtout que la plupart des forages du projet « Eau pour Tous » ne sont plus fonctionnels, l'absence des pistes agricoles, le manque de l'électricité permanente à Hinda-poste, le manque d'un lycée d'enseignement général dans toute la sous-préfecture. Ainsi nous souhaitons de la part de l'Etat la construction des collèges d'enseignement général dans certains villages en vue de diminuer les effectifs pléthoriques dans l'unique collège de Hinda-poste. Il y a un grand déficit en personnel enseignant et en personnel paramédical.

LDB: De votre côté, qu'est-ce que vous privilégiez ?

EDO : En fait tout est prioritaire,



Le sous-préfet, Edouard Dinga-Oba répondant à la presse à son cabinet de travail

mais nous souhaitons commencer par la lutte contre l'insalubrité conformément à l'arrêté préfectoral n°016 du 5 mars 2012 qui institue une journée de salubrité publique dans les villages qui composent toute la préfecture du Kouilou. Pour ce faire, nous avons pris la circulaire n°002 portant institution de la journée de salubrité publique pour le 1er et le 3ème mercredi de chaque mois dénommée en langue locale Ti tatu ku tcheshi bual (mercredi village propre) qui sera lancée d'ici peu.

LDB : Vous parlez de l'unité des filles et fils de Hinda, aviez-vous senti quelques divisions ?

EDO : Quelques contradictions ne peuvent pas manquer là où vivent des hommes. Effectivement il y a par exemple l'épineux problème de la gestion des terres relatif au droit foncier coutumier qui divise parfois certaines familles de cette sous-préfecture. D'où la nécessité de parler de l'unité des filles et fils de Hinda et surtout de la paix.

LDB : Quels sont les atouts démographiques et économiques de Hinda ?

EDO : La sous-préfecture de Hinda est composée d'une population jeune et dynamique. Une jeunesse qui sait se prendre en charge à travers diverses activités notamment, la pêche artisanale, l'agriculture, la chasse, la gestion des carrières de sable et de pierre de gravier destinés à la construction.

LDB: Quel est l'appel que vous lancez au gouvernement face à certaines difficultés signalées ?

EDO : Nous sommes ensemble avec le gouvernement pour la modernisation de Hinda. D'où il est urgent de lancer la construction tous azimuts de certaines infrastructures de base, notamment le siège de la sous-préfecture; l'achèvement des travaux de construction de la résidence du sous-préfet et de l'hôtel de ville; la construction des logements du personnel des services déconcentrés de l'Etat affecté à Hinda ; la création d'un poste avancé de gendarmerie à Tchissoko; la construction d'un commissariat de police de type nouveau à Hinda-poste. Il nous faut aussi au moins trois moyens roulants, celui du commandement, de la sous-préfecture et du secrétaire général.

LDB: Votre mot fin ?

EDO : La conjoncture économique et financière ne peut pas nous empêcher de travailler afin d'améliorer les conditions de vie des populations de cette sous-préfecture. D'où nous invitons l'ensemble de la population de Hinda à consolider la paix en vue d'un développement durable.

Propos recueillis par
Faustin Akono et Séverin Ibara

ENTREPRENEURIAT

Le projet Isaac veut faire de l'artisanat congolais le premier « employeur » du pays

La cérémonie officielle de présentation du projet Isaac (Initiative pour la solidarité et l'autonomisation de l'artisanat congolais) a été faite le 2 juin à Pointe-Noire en présence d'Yvonne Adelaïde Mougany, ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel. Ce projet entend promouvoir les 243 métiers du secteur artisanal

Le lancement du projet Isaac obéit à la volonté des autorités gouvernementales d'améliorer constamment l'environnement de l'artisanat congolais en donnant à ses nombreux acteurs et actrices les atouts d'une meilleure expression et valorisation de leur travail afin qu'ils contribuent significativement au progrès économique, social et culturel de notre pays. Aussi, le constat d'individualisme et d'isolement voire d'enfermement sur soi qui caractérise si malheureusement les artisans a suscité la nécessité de promouvoir une solidarité

agissante, réelle et bénéfique parmi les actrices et acteurs du secteur « Le projet va impulser l'organisation et la structuration, verticale et horizontale au sein du secteur en vue d'une meilleure représentation, promotion et défense des intérêts de l'artisanat. Ensuite, il va permettre un transfert mieux ordonné des savoirs et savoir-faire entre maîtres, souvent âgés et les jeunes générations en même temps porteurs d'innovation en vue d'assurer la relève, surtout des métiers et activités menacés de disparaître », a dit la ministre Yvonne Adelaïde Mougany, et de poursuivre : « L'autonomisation vise prioritairement, grâce à la mutualisation des ressources et la fédération des synergies, à donner la capacité à l'artisan, à un groupement ou à une entreprise artisanale de devenir vis-à-vis des conditions souvent difficiles à satisfaire qu'imposent des intervenants ou des facteurs externes. Ainsi, le projet Isaac va



La tribune officielle lors de la présentation du projet ISAAC

permettre plus aisément à nos artisans et artisanes d'acquiescer des équipements et outils de travail, d'aménager plus adéquatement leur environnement professionnel. Il vise aussi à leur faire accéder plus facilement aux formations, et à participer plus fréquemment et plus nombreux, au Congo comme à l'étranger, à des foires, salons et autres expositions. Enfin au niveau de la protection sociale, le projet Isaac va assurer la prise en charge complémentaire des accidents de travail, de la pension, des ma-

ladies professionnelles ainsi que des soins de santé individuels et familiaux en plus du régime universel que l'Etat met peu à peu en place dans notre pays ». Aussi, a-t-elle ajouté, il est une réponse adaptée certes à l'entrepreneuriat artisanal, en ce qui concerne la promotion des métiers, l'accès au financement et à la formation, l'assistance à la conquête des marchés.

En présentant le projet, Auguste Batangoua, conseiller aux PME du ministre des PME, de l'artisanat et du secteur informel, a dit

qu'il se veut être une réponse à la problématique du financement des activités artisanales. À travers ce projet, les membres partenaires à jour des cotisations mensuelles vont bénéficier des prêts pour l'achat des équipements et matériels de travail, sans oublier le financement de leur formation, la participation aux expositions et foires. Le projet Isaac est aussi un complément de protection sociale, professionnelle et individuelle. Signalons que les fonds collectés de ce projet sont gérés par un comité de gestion autonome mis en place par les membres partenaires et une équipe administrative désignée par le comité de gestion. Son contrôle de fonctionnement et de gestion des ressources collectées sera effectué par un commissariat aux comptes avec un auditeur professionnel agréé externe. Le projet Isaac est placé sous l'autorité morale et la supervision du Conseil national de l'Artisanat (Cona).

Hervé Brice Mampouya

CAN 2019

Badila, Bahamboula et Andzouana dans la liste des 23

Le sélectionneur a annoncé sa liste des 23 pour le match du 10 juin, à Kinshasa, comptant pour la 1^{re} journée des éliminatoires de la CAN 2019. Chez les nouveaux, Andzouana, Badila et Bahamboula s'y invitent, tandis que trois « locaux », dont deux gardiens, y figurent.

L'ouverture à la concurrence du groupe opérée par Sébastien Migné à Lisses, durant cette semaine de stage, n'a pas débouché sur une révolution dans sa liste des 23. Trois éléments seulement étrenneront leur première sélection : Dylan Bahamboula, Tobias Badila et Yhoan Andzouana.

Mais la sélection de l'international Espoirs congolais est un message clair envoyé aux jeunes éléments de la diaspora : la porte est ouverte à tous, sous condition d'être compétitif.

Pour les autres éléments présents à Lisses et non retenus, la déception est sans doute grande ce dimanche. Mais elle ne doit pas prendre l'ascendant sur l'espoir de revenir toquer à la porte. « Certains m'ont vraiment fait douter comme Kifoueti ou Tsoumou. Pour d'autres, il n'a pas manqué grand chose non plus. Un garçon comme Nsendo Kololo aurait mérité, mais en match CAF, je n'ai que deux gardiens sur la feuille de match, donc c'était incohérent de lui faire prendre l'avion pour aller en tribunes. Dans tous les cas, ils doivent continuer à travailler



Yhoan Andzouana (numéro 13, de dos), Tobias Badila, chasuble verte, et Dylan Bahamboula, à droite, sont les 3 nouveaux de la liste pour affronter la RDC (crédits photo Adiac/CD)

pour revenir toquer à la porte et semer le doute dans mon esprit», a expliqué le sélectionneur national.

Les 23 Diables rouges

Gardiens : Barel Mouko (La Mancha), Christoffer Mafoumbi (Free States Stars/1^{re} division/Afrique du Sud), Pavelh Ndzila (Etoile du Congo)

Défenseurs : Marvin Baudry (Zulte-Waregem/1^{re} division/Belgique), Arnold Bouka Moutou (Dijon/1^{re} division/France), Tobias Badila (Nancy/1^{re} division/France), Clevid Dikamona (Bourg-en-Bresse/2^e division/France), Francis N'Ganga (Charleroi/1^{re} division/Belgique), Beranger Itoua (CARA)

Milieux : Charlery Mabilia et Hardy Binguila (AJ Auxer-

re/2^e division/France), Prince Oniangue (Wolverhampton/2^e division/Angleterre), Durel Avounou (Caen/1^{re} division/France), Delvin Ndinga (Lokomotiv Moscou/1^{re} division/France), Merveil Ndockyt (FK Tirana/1^{re} division/Albanie), Jordan Massengo (Union-Saint-Gilloise/2^e division/Belgique), Yhoan Andzouana (AS Monaco/1^{re} division/France)

Attaquants : Dylan Bahamboula (Dijon/1^{re} division/France), Fodé Doré (Angers/1^{re} division/France), Sylvester Ganvoula (Anderlecht/1^{re} division/Belgique), Moïse Nkounkou (FK Tirana/1^{re} division/Albanie), Fabrice Ondama (WAC/1^{re} division/Maroc), Thievy Bifouma (Osmanlispor/1^{re} division/Turquie)

Camille Delourme

Delvin Ndinga : «La concurrence pousse les joueurs en place à se remettre en question»

À l'issue de l'ultime séance d'entraînement de ce stage de Lisses, Delvin Ndinga, l'un des deux capitaines de la sélection congolaise, a donné son sentiment sur la semaine écoulée. Et espère que l'ouverture de la concurrence dans le groupe se poursuivra.

Les Dépêches de Brazzaville : Delvin, le stage s'est achevé ce samedi. Quel bilan tires-tu de ces 8 jours ?

Delvin Ndinga : Le bilan est bon, car on termine le stage sans blessure, à une période de l'année où les corps sont fatigués. Ça prouve que ce stage a été bien programmé et étudié. Maintenant, le plus dur reste à venir : les derniers jours d'entraînement et bien sûr le match. Il faudra qu'on le fasse en conservant la motivation et le sérieux qui ont prévalu depuis le début de la préparation.

LDB : Cette semaine, on a vu, aux entraînements, des jeunes, qui évoluent parfois en CFA, être tirés vers le haut par les joueurs pros. C'est positif pour la suite ?

D.N : On sait qu'on travaille sur deux tableaux : il y a l'échéance proche, ce match du 10 juin. Mais aussi de préparer la relève pour les années suivantes. Il y aura les matchs qualificatifs du Mondial 2018 qui permettront de travailler ces deux chantiers. Ce groupe a vraiment bien vécu cette semaine et ça va être dur demain (ndlr : ce dimanche matin) quand le coach va donner sa liste, car certains rentreront à la maison. J'aurais aimé qu'on y aille tous, mais c'est la loi du foot. En plus, les listes des matchs de la CAF sont réduites de 23 à 18 joueurs...

LDB : Prince Oniangue, Fodé Doré, Francis N'Ganga et toi, vous êtes les plus anciens et les premiers concernés par la concurrence émergente. On a l'impression que c'est ce qui a souvent manqué au Congo et que pour vous, c'est bénéfique.

D.N : C'est la loi de toutes les équipes et ça nous a parfois manqué, oui. La concurrence pousse les joueurs en place à se remettre en question, à progresser et elle tire les jeunes vers le haut. Tout le monde sera gagnant en continuant sur cette lancée. Et quel que soit le résultat du 10 juin : les qualifications durent six matchs. Ça sera le premier, il en restera cinq.

C.D.



Delvin Ndinga loue l'ouverture à la concurrence amorcée par le sélectionneur national (crédits photo adiac)

RÉFLEXION

La nouvelle Route de la soie

Il fut une époque où la Chine, minée par les affrontements idéologiques générés par le Maoïsme et la Révolution culturelle, vivait repliée sur elle-même, coupée plus ou moins du monde. Colonisée un temps tout au long de ses côtes par les puissances occidentales, puis agressée par le Japon durant la seconde guerre mondiale elle avait semblé tirer définitivement un trait sur l'époque où elle commerçait avec le reste du monde grâce à la Route dite « de la soie » qui permettait à ses commerçants de vendre leurs produits jusqu'au cœur de la très lointaine Europe.

Or voici qu'au terme d'une nouvelle révolution, silencieuse et pacifique celle-là, la plus haute autorité du pays, Xi Jinping, a lancé son pays dans un projet dont la concrétisation pourrait bien changer de façon radicale les rapports de force existant entre les puissances qui dominent la gouvernance mondiale depuis près de quatre-vingt ans. Car c'est bien l'objectif que vise le projet de « Nouvelle route de la soie » lancé par le président chinois dès son arrivée au pouvoir en 2013 et dont il a précisé l'ambition le 14 mai dernier

lorsqu'il a lancé, à Beijing, les travaux du Forum « Ceinture et Route » qui a réuni pendant deux longues journées vingt-neuf chefs d'Etat et de gouvernements venus du monde entier.

Doté de moyens financiers considérables - 40 milliards de dollars auxquels vont s'ajouter les 100 milliards de yuan, soit 16 milliards de dollars, annoncés lors du forum par le président chinois - le Fonds de la Route de la soie portera de façon concrète l'ambition de la Chine de devenir, à échéance d'une dizaine d'années, la première puissance économique mondiale. Un objectif qui n'a rien d'irréaliste pour un pays où vivent un milliard deux cents millions d'êtres humains, dont le taux annuel de croissance tourne autour de 6 %, qui est aujourd'hui le plus grand marché du monde et dont l'inventivité dans les nouvelles technologies ne cesse de s'affirmer.

Parfaitement conscientes de la révolution qui se prépare au plan planétaire et qui verra, dans le demi-siècle où nous vivons, l'Afrique s'imposer comme l'un des plus grands, sinon même le plus grand marché du monde, les autorités chinoises

y placent maintenant leurs pions les uns après les autres avec une détermination qui ne cesse de s'affirmer. Alors que le continent noir, à l'exception de sa côte orientale, n'avait jamais figuré dans le passé parmi les marchés que visaient ses commerçants il figure désormais, dans sa totalité, au cœur même de la stratégie de la Chine avec une volonté affirmée de jouer un rôle essentiel dans la longue marche du continent vers le développement durable.

Dans ce contexte éminemment stratégique l'Afrique centrale, qui n'occupait jusqu'à une date récente qu'une place secondaire dans les options de la Chine, devient en quelque sorte une priorité. Sa dimension humaine, son dynamisme économique, ses richesses naturelles font qu'en dépit des troubles internes qui la rongent cette partie du monde est de toute évidence celle sur laquelle il convient de miser. Vu de Beijing le Bassin du Congo entendu dans son sens le plus large, c'est-à-dire l'ensemble géographique Afrique centrale - Région des Grands Lacs - Golfe de Guinée est désormais un enjeu majeur. Ceci est d'autant plus vrai que les puissances occidentales

semblent incapables d'y maintenir leur influence avec une Amérique de Donald Trump en voie de repli sur elle-même comme on vient de le voir avec son retrait de l'Accord de Paris sur le climat et une Europe profondément divisée comme en témoigne le départ du Royaume-Uni de l'Union Européenne.

Le problème que va devoir résoudre la Chine si elle veut que la Route de la soie gagne cette partie du continent promise à toutes les avancées mais où elle n'existait pas ou peu jusqu'à une date récente est de s'adapter à un monde francophone qu'elle connaît mal. Dans le même temps, donc, où elle y développe fortement ses activités bancaires, industrielles, énergétiques elle va devoir porter une attention accrue à l'information, à la culture, à l'art, à la langue. Et de la même façon qu'elle a fait de l'anglais un puissant instrument de sa percée en Afrique australe et orientale, elle va devoir apprendre à utiliser le français pour étendre la Route de la soie à l'Afrique centrale et de l'Ouest.

Voyons comment elle s'y prendra pour accroître son influence dans ce nouveau monde émergent

Jean-Paul Pigasse